

SOUS LA BANNIÈRE

Supplément au n° 11 de mai-juin 1987

La question dite de

I' "UNA CUM"

Cette question jaillit de l'affrontement, que ne peut actuellement éluder le catholique intégralement croyant, entre deux données qui engagent la Foi.

LA PREMIÈRE DONNÉE est la doctrine définie par le Concile de Trente, telle qu'elle est mise en œuvre dans la prière du *Te igitur* : laquelle inaugure le Canon de la MESSE, et PRÉCÈDE le *Memento des vivants*. Au cours de cette prière essentiellement ecclésiale, le Pape actuellement régnant est mentionné comme étant "UNA CUM *Ecclesia tua sancta catholica*".

C'est ce qui résulte des considérants que voici.

a) L'*una cum* est, par nature, réciproque : si A est "un avec B", alors B est "un avec A" ; quoi qu'il en soit d'ailleurs de l'ordre de préséance [qui doit être précisé] entre A et B.

b) Si, dans le *Te igitur*, on réfère la clause [figurant dans la phrase finale] : "una cum famulo tuo Papa nostro N.", au sujet (sous entendu) du verbe : "offerimus" [figurant dans la phrase précédente : "In primis quæ tibi offerimus"], le sens est alors le suivant. Nous tous, réunis en ce lieu X, nous qui, en vertu de l'approbation [communiquée par voie hiérarchique] de ce Pape N, sommes l'Église, en ce lieu X, nous Vous offrons [ces oblations saintes et sans tache], *una cum* [en union avec, un avec : en l'acte même d'offrir, et éminemment en cet acte] votre serviteur notre Pape N.

Il est évident que les fidèles assemblés au lieu X, lesquels ne sont l'Église en ce lieu X qu'en vertu de l'approbation donnée par le Pape N, ces fidèles [et, primordialement le prêtre] ne peuvent accomplir l'acte ecclésial par excellence qu'est l'offrande du Sacrifice, QU'en se sachant et se déclarant être *una cum* le Pape N. C'est le Vicaire du Christ qui, EN DROIT, offre le Sacrifice ; tout autre qui offre, n'en a le droit qu'en étant *una cum* le Vicaire du Christ.

c) Si, dans le *Te igitur*, on réfère la même clause : "una cum famulo tuo Papa nostro N.", au complément objectif du verbe : "offerimus", savoir : "pro Ecclesia tua sancta catholica", le sens est alors le suivant. Nous tous, réunis en ce lieu X, nous qui, en vertu de l'approbation [communiquée par voie hiérarchique] de notre Pape N, sommes l'Église en ce lieu X, nous Vous offrons [ces oblations saintes et sans tache], *en premier lieu*, pour votre Église sainte et catholique, [laquelle est] *una cum* [laquelle est en union avec, un avec : en l'acte même de recevoir le fruit du Sacrifice] votre serviteur notre Pape N.

Il est évident que les fidèles assemblés au lieu X, lesquels sont l'Église en ce lieu X, et offrent ecclésiatement le Sacrifice en ce lieu X, l'un et l'autre en vertu du Pape N ; il est évident, donc, que ces fidèles offrent le Sacrifice *en premier lieu* pour l'Église concrétisée pour eux en cette cellule d'Église qu'ils constituent au lieu X par subordination au Pape N : et que, *ipso facto*, ils célèbrent le Sacrifice *en premier lieu* pour le Pape N avec qui l'Église [soit universelle, soit au lieu X] est *una cum*, en lui étant subordonnée.

d) Se trouve donc réalisée *en acte*, d'une part en l'offrande du Sacrifice [b], d'autre part en la réception du fruit qui est propre au Sacrifice [c], la même unité organique et hiérarchique, pour la même personne morale [concrétisée dans les personnes des pasteurs et des fidèles membres du Christ], savoir : Pape, Église militante, telle cellule de l'Église militante subsistant en tel lieu X.

La hiérarchie quant à la réception découle nécessairement, au point de vue ecclésial, de la [même] hiérarchie inhérente à la personne morale de l'offrant. Autrement dit, l'*una cum* au sens [c] découle nécessairement [ecclésialement], de l'*una cum* au sens [b]. Mais, en outre, nous le montrons dans la présente étude, la portée réelle de l'*una cum* au sens [c], laquelle constitue l'affirmation minimale contenue dans la prière du *Te igitur*, cette portée réelle requiert NÉCESSAIREMENT que l'*una cum* soit primordialement réalisé au sens [b]. Autrement dit : non seulement [c] est l'effet de [b] ; mais, en outre, [b] est la cause *propre* de [c] : et, par suite, concrètement, [b] et [c] sont entre eux convertibles, c'est-à-dire qu'ils s'impliquent mutuellement.

LA SECONDE DONNÉE est constituée par le fait suivant.

Mgr K. WOJTYLA, qui occupe, *materialiter* le siège de Rome, profère habituellement l'hérésie, et se trouve actuellement *en état de schisme capital* [Nous renvoyons à : Cahiers de Cassissiacum, N° 3-4 (1)]. Il est donc actuellement hors la [véritable] Église [Nous renvoyons à : "L'Église militante au temps de Mgr Wojtyla" (2)]. Mgr Wojtyla n'est pas en acte, actuellement, ce qu'il devrait être, à savoir le Vicaire de Jésus-Christ, lequel doit être la vivante affirmation de ce que l'Église ne peut subsister qu'en étant "un avec" [*una cum*] lui.

LA QUESTION jaillit de l'affrontement entre les deux données. *La seconde exclut ce qu'impère la première* : à savoir de compléter le *Te igitur* : "In primis quæ tibi offerimus pro Ecclesia tua sancta catholica... : una cum famulo tuo Papa nostro Johanne Paulo, etc...".

Cette question concerne expressément le *Te igitur*. Cette question NE CONCERNE PAS le *Memento des vivants* ; nous aurons à y insister, malheureusement.

Cette question se trouve posée, *objectivement*, depuis le 7 décembre 1965 ou peut-être avant. Notre propos n'est pas d'en faire l'histoire. Nous nous contentons, pour le moment, d'assurer une plus large diffusion, grâce aux Éditions Sainte Jeanne d'Arc et Sous la Bannière, que nous remercions, à une étude déjà publiée dans la Revue EINSICHT ; édition en français, août 1980.

(1) Ce bulletin, déjà ancien, peut être fourni à ceux de nos lecteurs qui le demanderont.

(2) L'article paru sous ce titre a été publié dans un bulletin qui a, depuis, changé d'orientation. Nous pouvons le procurer à ceux de nos lecteurs qui nous le demanderont.



CHRISTUS NOVUM INSTITUIT PASCHA SE IPSUM AB ECCLESIA PER SACERDOTES SUB SIGNIS VISIBILIBUS IMMOLANDUM

“Le Christ institua la Pâque nouvelle, Se [constituant] Lui-Même comme devant être immolé sous des signes visibles, par les prêtres, dans l'intimation de l'Église” (Concile de Trente, Session XXIII, ch. I).

Le but de la présente note est de rappeler quelles sont les implications pratiques de cette doctrine, formulée et affirmée par le Concile de Trente. Rappel rendu particulièrement opportun par la conjoncture avec laquelle se trouvent confrontés les catholiques qui se veulent fidèles à la Tradition. On est en effet surpris, en lisant les pages de la revue *Fideliter* (N° 13, pp 65-70 ; document auquel nous renvoyons par le sigle composé de la lettre F et du numéro de la page), dans lesquelles Mgr M. Lefebvre expose “la synthèse de sa position sur ce qu'il a écrit et dit au sujet des deux problèmes qui agitent la conscience des Catholiques fidèles à la Tradition : la validité du *Novel Ordo Missæ* et l'existence actuelle d'un Pape” (F 65)

Mgr Lefebvre est amené à donner, au sujet de la Messe, la nomenclature que voici : “N'apparaissent plus clairement, et même sont contredits, les dogmes fondamentaux de la Sainte Messe qui sont les suivants” (F 66). L'auteur en énumère cinq, savoir : 1) “Le prêtre est le seul ministre” ; 2) “Il y a un véritable sacrifice” ; 3) “Jésus est réellement présent, et il est la Victime” ; 4) “Ce Sacrifice est propitiatoire” ; 5) “Le Sacrifice et le Sacrement se réalisent par les paroles [mêmes] de la Consécration...”

Or cette nomenclature est hypothéquée de deux omissions. Car, outre les cinq “dogmes fondamentaux” énoncés par Mgr Lefebvre, le Concile de Trente stipule deux autres données dogmatiques non moins “fondamentales”. Elles sont même *principales*, en ce sens qu'elles ont valeur de principe par rapport à toutes les autres, en l'acte du Sacrifice. D'une part, c'est le Christ qui S'offre Lui-Même ; c'est Lui qui est, non seulement “la Victime”, mais d'abord “Le Prêtre” ; “[Ipse] semetipsum obtulit” (Heb IX.14), et cela à la Messe comme à la Croix. D'autre part, à la Messe, le Christ renouvelle Son Sacrifice dans l'ordre sacramentel, “dans l'intimation de l'Église” : AB ECCLESIA.

Mgr Lefebvre n'en ignore certainement pas ; mais tout se passe comme s'il l'ignorait, attendu qu'il ne mentionne ni l'un ni l'autre, et qu'il ne fait aucunement état du second *ab Ecclesia*, alors qu'il le devrait expressément. C'est ce “lapsus mental”, ou cette omission, qui constitue non certes la justification, mais la seule explication, pour la surprenante conclusion : “En conséquence, la Fraternité Sacerdotale Saint Pie X... ne peut pas tolérer dans son sein des membres qui refusent de prier pour le Pape et qui affirment que toutes les Messes du *Novus Ordo Missæ* sont *invalides*” (F 76).

En réalité, cette prescription ne peut relever que d'une stratégie occulte ; car les considérants dont elle est censée être la “conséquence” sont non consistants. Nous examinons

ailleurs cet aspect, certes important, mais cependant second, de ce qui, actuellement, “fait question”. Ce dont l'ultimatum, effectivement appliqué, de Mgr Lefebvre, doit d'abord être l'occasion, c'est de mettre en évidence celui des “dogmes fondamentaux” avec lequel il soutient l'opposition de contradiction. Nous allons donc rappeler en quel sens la Messe est *ab Ecclesia* : en droit, eu égard à l'unité de l'Église (I) ; en fait, de par la liturgie de la célébration (II) ; et cela, en “temps de paix” comme en “temps de guerre” (III). D'où résultera la qualification qui échoit à une Messe au cours de laquelle Monseigneur Wojtyla est nommé “*una cum Ecclesia*” (IV).

I — La Messe est, en droit, *ab Ecclesia*.

Le mandat “*ab Ecclesia*” irradie, nous l'allons voir, dans le Sacrifice de l'Église, l'unité qui est en propre celle de l'Église.

1. “Le Christ institua la Pâque nouvelle, Se [constituant] Lui-Même comme devant être immolé sous des signes visibles, par les prêtres, dans l'intimation de l'Église”.

Le Sacrifice, dont le Christ est le Prêtre et la Victime, est offert par les prêtres validement ordonnés dans l'Église ; mais il est impéré par l'Église : “*Christus... se ipsum AB ECCLESIA immolandum*”.

Il est impossible de séparer, d'une part le Sacrifice, et d'autre part l'Église. Car, en un sens, de par l'institution divine elle-même, ce Sacrifice est celui de l'Église. La mission par l'Église, *ab Ecclesia*, est partie intégrante de l'acte en lequel l'oblation du Sacrifice est accomplie. Négliger, “oublier”, à plus forte raison refuser de considérer cet *ab Ecclesia*, n'entraîne pas nécessairement l'invalidité, mais constitue un délit grave en matière éminemment sacrée, et, dans la mesure où on en est conscient, un péché. Rappelons ce en quoi consiste cet *ab Ecclesia*, et quel est en conséquence le devoir du prêtre qui en reçoit le mandat.

2. Le *ab Ecclesia* est l'achèvement dynamique de l'unité ecclésiale, rendu immanent à l'acte en lequel le Sacrifice de l'Église est réalisé.

Seul, entre les humains, Jésus peut rendre témoignage de Soi-Même, parce qu'Il est Dieu : “Bien que je rende témoignage de moi-même mon témoignage est vrai” (Jean VIII, 14). Seule, entre toutes les églises, l'Église fondée par le Christ peut, en vertu de son Chef, témoigner d'elle-même. Elle doit témoigner, par elle-même, qu'elle est l'Église de Celui qui devait témoigner de Soi-Même. Et comme l'Église doit témoigner d'elle-même, parce qu'elle seule a qualité pour le faire, ainsi l'Église doit déclarer, d’“autorité” parce qu'elle seule le peut : “ce qui procède de moi, c'est cela qui est *ab Ecclesia*. Et comme ce dont il faut affirmer qu'il est *ab Ecclesia*, c'est le Sacrifice de l'Église en tant que celui-ci est accompli *sub signis visibilibus*, cette affirmation est faite au nom de toute l'Église et pour toute

l'Église, en l'acte le plus éminent qu'accomplisse le chef de l'Église militante, savoir d'offrir le Sacrifice de l'Église.

C'est donc en l'acte même de la célébration accomplie par le Pape que se trouve *ipso facto* affirmé, proclamé, promulgué, le *ab Ecclesia*. C'est cette Messe-là, telle que le Pape la célèbre, selon le rite qui la spécifie, et non selon un autre rite quel qu'il soit, c'est cette Messe-là qui est constituée comme étant *ab Ecclesia* en vertu de l'acte accompli par le chef visible de l'Église militante.

3. Ce qui se trouve ainsi établi au point de vue de la cause formelle, est éminemment confirmé au point de vue de la finalité.

Pourquoi en effet le Concile de Trente a-t-il précisé que le Sacrifice de la Messe, qui est celui du Christ et celui de l'Église, doit être impéré par l'Église : *ab Ecclesia* ?

C'est en définitive pour que l'Église, en vertu du Christ, soit elle-même le principe de sa propre unité, comme elle l'est de son propre témoignage ; en sorte que l'Église soit consommée, parfaite, dans l'unité. L'Eucharistie a en effet en propre, dans l'Église, d'y produire l'unité (S. Thomas. III q.80, a4 ; q.82, a9, 2^o). Il convient donc que cette unité, qui découle dans l'Église à partir du Sacrifice, ait également l'Église pour origine ; en d'autres termes, il convient que le Sacrifice soit *ab Ecclesia*. Ainsi, le Sacrifice est un, dans toute l'Église, en vertu de l'intimation qui procède de l'Église ; et c'est dans l'accomplissement de cet unique Sacrifice que se consomme l'unité de l'Église. C'est donc le *ab Ecclesia* qui rend immanent à l'acte du Sacrifice l'achèvement dynamique de l'unité ecclésiale.

Et comme, dans l'Église, tout est hiérarchique, à commencer par l'unité, le *ab Ecclesia* qui est, dans l'Église, à l'origine de l'unité qu'y diffuse le Sacrifice, cet *ab Ecclesia* doit être réalisé et affirmé dans l'acte qui est propre au chef de l'Église. C'est donc l'acte du chef qui est en droit, et qui doit être en fait, le vivant paradigme de l'unité. Ceux à qui le Sacrifice est impéré, c'est-à-dire ceux qui le célèbrent en recevant l'intimation de l'Église, doivent donc célébrer le même Sacrifice que celui qui impère. Autrement, le *ab Ecclesia* serait privé de portée ; il serait même profané, puisque la raison même qui en constitue l'exigence et la justification serait pratiquement niée.

II — La Messe est en fait, en vertu de la célébration qui en est faite, *ab Ecclesia*.

1. Le Prêtre qui célèbre la Messe a, DE SOI, le devoir, en l'acte même de cette célébration, de préciser ce en quoi consiste, pour cette célébration, le *ab Ecclesia*.

Telle est la conséquence de ce que nous venons d'observer. La Messe est en droit *ab Ecclesia* (1).

Les fidèles ont, *positis ponendis*, le même devoir que le prêtre, et le prêtre qui célèbre telle Messe a DE SOI le devoir d'instruire les fidèles qui assistent à cette Messe. Par "DE SOI", il faut entendre que ce devoir tient objectivement à la nature de l'acte en lequel consiste la célébration : acte du Christ, acte de l'Église, acte du prêtre, acte des fidèles ; acte qui ne peut donc subsister que selon une unité d'ordre.

Qu'il soit délicat de la préciser théoriquement, l'expérience ne le confirme que trop. Mais, "en temps de paix", ces questions se trouvaient si simplement résolues dans la *praxis* de l'Église que, fort malheureusement d'ailleurs, on n'y portait guère attention.

Ce en quoi consiste le *ab Ecclesia*, cela est en effet exprimé clairement et solennellement au *Te igitur*, pour qui-conque admet et "vit" un principe qui était et qui demeure communément admis.

2. Le principe sur lequel repose en fait le mandat "*ab*

Ecclesia", qui est requis pour toute célébration de la Messe.

a) Les présupposés, requis en vue de "situer" le principe.

Le Sacrifice étant offert à Dieu, il en résulte que Dieu instaure gracieusement un rapport nouveau entre Lui-Même et celui qui offre le sacrifice. Considéré "avec l'œil de Dieu", ce rapport fonde l'imputation, et de soi l'application, d'un fruit surnaturel. Cette imputation gratuite est consécutive à la *satisfaction* que Dieu reçoit du sacrifice ; et cette "application" constitue, venant de Dieu, la grâce de la *rédemption*. Considéré comme étant inhérent à celui qui offre le sacrifice, ce même rapport, nouvellement instauré par Dieu, fonde l'attribution d'un *mérite*. Telles sont d'ailleurs, selon S. Thomas (3^a pars, q48), les quatre modalités selon lesquelles la passion du Christ a été consommée : "*per modum meriti*", "*per modum satisfactionis*", "*per modum redemptionis*", "*per modum sacrificii*".

Ce par quoi nous sommes, en l'occurrence, formellement concernés, c'est l'"application" dont il vient d'être question. Car, offrir tel sacrifice, telle Messe, pour telle personne physique ou morale, c'est demander à Dieu que le fruit de ce sacrifice soit appliqué à cette personne.

Nous sommes donc amenés à rappeler quelles sont les normes de cette "application". Ce sont elles qui manifestent en fait, dans la "praxis" de l'Église, le mandat "*ab Ecclesia*".

b. Le principe sur lequel repose l'affirmation, faite par l'Église elle-même, du mandat "*ab Ecclesia*".

Ce principe est, en définitive, la mise en œuvre, dans l'ordre surnaturel, de l'axiome qui est à l'origine de la justice. Il sera plus clair, pour l'exposer, de rappeler au préalable la distinction qui interviendra au titre de référentiel.

ba) La distinction : "*de condigno - de congruo*", concernant la doctrine du mérite.

Tout membre du Christ, posant un acte de charité, mérite "*de condigno*" pour soi-même. Le Christ mérite "*de condigno*", pour Lui-Même et pour chacun de Ses membres ; car nul ne mérite qu'en étant enté dans le Christ : en sorte que le *de condigno*, qui concerne formellement le rapport que soutient l'acte avec la personne qui le pose, concerne *ipso facto* et *primordialement* le rapport que soutient ce même acte avec le Christ Lui-Même.

Tout membre du Christ peut, en posant un acte de charité, mériter "*de congruo*", *s'il plaît à Dieu*, pour autre que soi.

Cette distinction entre les deux catégories de mérite, à la rigueur, nous suffirait. Mais elle voile, par une apparente clarté, la profondeur de Mystère en laquelle le Sacrifice du Christ se trouve inséré. Nous allons donc rappeler que la catégorisation du mérite découle de l'axiome qui est à l'origine de la justice, et préciser quelles sont, pour cet axiome, les modalités d'application. D'où résulte l'énoncé du principe à la foi *métaphysique* et *théologique* qui commande notre question.

bb) Le fondement métaphysique de la distinction : "*de condigno - de congruo*".

Le mérite *de condigno* transpose, dans l'ordre surnaturel, selon l'"analogie de la foi" (Rom 12.6), l'axiome qui est à l'origine de la justice : *cuique sua* ; "à chacun ce qui est sien".

Cet axiome tient en effet à la métaphysique de la personne. Il vaut par conséquent dans l'ordre surnaturel comme dans l'ordre naturel. C'est ce qu'explique S. Thomas : "Quiconque, étant constitué en grâce, pâtit pour la justice, par le fait même mérite [pour lui-même] le salut".

Et S. Thomas (3^a. q48, a) renvoie à l'Évangile : "bienheureux ceux qui souffrent persécution pour la justice" (Mat. V. 10).

En d'autres termes, celui qui reçoit le fruit du Sacrifice, c'est celui qui offre le Sacrifice. Dans la mesure où on offre, dans cette mesure on reçoit. C'est en vertu de ce principe que le Christ, étant "constitué en grâce" comme chef du Corps Mystique, acquiert *en droit* et reçoit en chacun de ses membres, c'est-à-dire pour toute l'Église qui est Son Corps, le fruit de Son propre Sacrifice.

Pareillement, et par application du même principe, le prêtre qui célèbre la Messe, les fidèles qui participent à l'oblation du Sacrifice, en reçoivent *en droit et nécessairement*, un fruit dont la mesure est la disposition intime à chacun respectivement. Ainsi, chacun, *de condigno*, mérite pour soi ; voilà un premier principe, conséquence nécessaire de l'axiome "cuique sua", assumé dans l'ordre surnaturel, plus particulièrement dans la vertu de religion, puisque, nous venons de le rappeler avec Saint Thomas, le Christ Lui-Même en consacre l'application en l'acte de Son propre Sacrifice.

Le mérite *de congruo* peut également intervenir dans l'application des fruits qu'obtient de soi l'oblation du Sacrifice.

L'Église approuve en effet, non sans limiter les abus possibles, que les prêtres reçoivent des honoraires en vue d'offrir le Sacrifice de la Messe à l'intention fixée par le donateur. Ces honoraires sont censés correspondre au "transfert" de l'intention : de la personne qui offre l'honoraire, dans le prêtre qui célèbre la messe (1). En sorte que la personne qui donne l'honoraire reçoit, dans la médiation du prêtre, le fruit du Sacrifice. Cette réception est cependant subordonnée à l'estimation divine. Car Dieu, en Sa Sagesse, vise le bien véritable ; il se peut donc qu'Il applique le fruit du Sacrifice d'une manière différente de celle que précise l'intention de la personne qui offre les honoraires. Le prêtre qui célèbre la Messe fait évidemment sienne l'"intention" telle que celle-ci lui est proposée, mais l'application du fruit de la Messe à cette "intention" dépend en définitive de la Sagesse divine. L'offrant, *de condigno*, reçoit nécessairement un fruit surnaturel mesuré par ses dispositions ; mais il reçoit seulement *de congruo*, selon les modalités par Dieu assignées, le fruit que lui-même avait stipulé.

L'application du fruit, enclose dans l'obtention du mérite, peut donc se réaliser de deux façons.

D'une part *de condigno* conformément à l'axiome *cuique sua*, lorsque c'est la même personne physique ou morale qui offre et qui reçoit. L'oblation entraîne alors nécessairement le droit à la réception ; même lorsque celle-ci est sous mesurée, en raison des conditions défectueuses dans lesquelles se trouve la personne qui offre et qui reçoit.

D'autre part, *de congruo*, lorsque la personne qui reçoit le fruit n'est pas celle qui offre le Sacrifice.

La grâce capitale du Christ consiste en ce que chacun des membres, physiquement distinct du Chef, est vitalement "un" avec Lui. En sorte que le Christ communique *de condigno*, à chacun de Ses membres n'y faisant pas obstacle, le fruit de Son propre Sacrifice tel qu'il est mesuré par l'opération de ce même membre ; *de congruo*, à tel membre qu'il Lui plaît, le fruit de Son propre Sacrifice tel qu'il est mesuré par un membre différent de celui à qui le fruit est appliqué.

bc) Le fondement théologal de la distinction "*de condigno* - *de congruo*".

L'application du mérite qu'obtient de soi le Sacrifice est faite par Dieu Lui-Même ; c'est en ce sens qu'elle est théologiquement fondée.

Cette application, en tant qu'elle procède de Dieu, relève toujours de la Miséricorde ; eu égard à la créature, elle ne va jamais à l'encontre de la Justice. Il revient à la Sagesse divine d'ordonner entre elles la Miséricorde et la Justice, quant à l'effet qui leur est attribué.

L'application du fruit peut être réalisée : soit conformément à l'exigence de la Justice, qui est immanente à l'opération créée, la Miséricorde étant d'ailleurs présupposée ; soit en vertu de la Miséricorde qui transcende, en vue d'un bien meilleur, l'exigence qui est de soi inhérente en l'opération créée. Cette application du fruit fonde : dans le premier cas, le mérite *de condigno* ; dans le second, le mérite *de congruo*.

On voit donc que ces appellations sont justifiées, en Sagesse, par les Attributs divins auxquels elles correspondent respectivement. L'attribution est faite *de condigno*, si celui qui reçoit en est digne, conformément à la Justice. L'attribution est faite *de congruo*, si celui qui reçoit en bénéficie gracieusement par une convenance qui fait certes état de la Justice, mais qu'en définitive seule assigne la Miséricorde.

bd) L'énoncé du principe sur lequel repose l'affirmation, faite par l'Église elle-même, du mandat "*ab Ecclesia*"

Ce principe résulte de l'unité nécessairement réalisée, entre les deux fondements, l'un métaphysique (bb), l'autre théologal (bc), de la distinction "*de condigno* - *de congruo*". C'est, plus précisément, l'application du fruit *de condigno*, qui intéresse notre question.

Cette application, faite *de condigno*, jouit, d'après ce qui précède, de trois caractères, qui, chacun respectivement, la distinguent de l'application faite *de congruo*.

1) L'application *de condigno* est conforme à l'exigence de la justice exprimée par l'axiome *cuique sua*.

Car la personne à qui le fruit est communiqué est également, soit physiquement soit mystiquement, celle qui offre le Sacrifice. Tandis que s'il y a *altérité, et non identité*, entre qui offre et qui reçoit, l'application est faite *de congruo*.

2) L'application faite *de condigno* est nécessaire si on en considère le rapport avec la personne à qui elle est faite, précisément parce que cette personne est également (cf 1), celle qui offre le Sacrifice. Tandis que l'application faite *de congruo* dépend de la libéralité divine et se présente pour autant *quoad nos* comme étant *contingente*.

3) L'application faite *de condigno* est *de droit*, et même de "droit divin" ; en ce sens qu'elle ressortit formellement à la Justice divine (cf bc), laquelle est immanente à toute réalisation de l'axiome *cuique sua*. Tandis que l'application faite *de congruo* est seulement *de fait*. Elle peut être objet de constat *a posteriori* ; elle ne peut être assignée avec certitude *a priori*.

— Le principe que nous visons à formuler résulte de ce que les trois caractères : 1), 2), 3), sont concomitants.

Chacun de ces trois caractères étant en effet un "propre" de la même réalité, savoir l'application faite *de condigno*, ils sont convertibles entre eux, c'est-à-dire que si l'un des trois est réalisé, les deux autres le sont également.

Étant donc considéré telle oblation sacrificielle, et l'application du fruit qui, de soi, en résulte, il y a, concrètement, convertibilité entre les trois affirmations suivantes :

1) L'application est faite conformément à la justice. C'est-à-dire qu'elle est faite à la personne même qui offre le sacrifice.

2) L'application est faite nécessairement à cette personne.

3) L'application est "de droit", divinement. C'est-à-

dire qu'elle est faite conformément à la Justice divine, et pas seulement à la justice considérée en général.

Nous désignerons, dans les paragraphes qui suivent, par la locution *principe de convertibilité*, le fait qu'il y a concrètement convertibilité entre ces trois caractères, lesquels sont propres à l'application du fruit lorsque celle-ci est faite de *condigno*.

3. Le mandat "*ab Ecclesia*", tel qu'il est habituellement signifié et réalisé, en toute célébration du Sacrifice de la Messe.

Le mandat "*ab Ecclesia*" se réalise, dans l'Église société visible, conformément à la nature de l'ordre sensible, c'est-à-dire à la fois en parole et en acte. Nous allons préciser l'un et l'autre.

a. Le mandat : "*ab Ecclesia*" est consignifié par les paroles que le prêtre prononce au Canon de la Messe.

Nous allons observer : d'abord, que ces paroles font partie du Canon lui-même (aa) ; ensuite, que les deux mentions des vivants pour qui le Sacrifice est offert sont entre elles qualitativement différenciées (ab) ; ce qui nous induira à en dégager la véritable portée (ac).

aa. Le Canon de la Messe et la lecture des Dyptiques.

Le Canon de la Messe, que précède la "Préface du Canon", s'étend du *Te igitur* à l'*Amen* qui répond au *Per Ipsum*. Le prêtre lisait autrefois, au cours du Canon, sur des tablettes ou "*Dyptiques*", les noms des personnes pour qui le Sacrifice est offert. Il y a deux lectures. L'une précède la Consécration, parce qu'elle concerne les vivants, lesquels peuvent participer activement à l'oblation du Sacrifice. L'autre suit la Consécration, parce qu'elle concerne les morts ; car ceux-ci ne peuvent que recevoir le fruit du Sacrifice déjà offert. Le souvenir de l'Église triomphante, personnifiée dans les premiers martyrs, est associé aux vivants comme aux morts. Ces deux lectures sont communément considérées comme constituant une interruption du Canon. C'est la première qui requiert de préciser où commence l'interruption.

Le paragraphe "*Te igitur... Haec sancta sacrificia illibata*" inaugure le Canon, ou règle de la Consécration. Les paragraphes qui suivent le mot *Illibata* et qui précèdent le *Hanc igitur* mentionnent les personnes physiques ou morales dont la participation est intégrée en l'acte du Sacrifice. Le troisième et dernier paragraphe est consacré à l'Église triomphante : "*Communicantes et memoriam venerantes...*" Le deuxième paragraphe est communément appelé "Memento des vivants" : "*Memento Domine...*". Il a en fait polarisé l'attention des fidèles, au détriment du premier, dont la portée s'est trouvée humanisée et diminuée : "*Diminutæ sunt veritates a filiis hominum*" (ps 11, 2). C'est cependant le premier paragraphe : "*in primis*", qui contient, nous le verrons (ac), l'affirmation du mandat "*ab Ecclesia*". C'est pourquoi il convient de situer, avec précision, l'*in primis* par rapport au Canon.

Nous disons que l'*in primis* fait partie du Canon, dont le *Memento* et le *Communicantes* constituent l'interruption.

L'opinion contraire n'est pas sans vraisemblance, car l'*in primis* mentionne, comme le *Memento*, des fidèles vivants pour qui le Sacrifice est offert. Et le Missel de Dom Lefebvre (1921) réunit sous le même titre : "Lecture des dyptiques", l'*in primis* et le *Memento*. Mais c'est là une juxtaposition en quelque sorte "matérielle" ; car, nous le verrons (ab), ces deux catégories de fidèles ne sont pas concernées de la même manière par le fruit du Sacrifice. De plus, il y a, pour les distinguer, une raison plus impérieuse encore ; et cette raison, c'est la nature même du Sacrifice.

Le Sacrifice de la Messe est en effet propitiatoire. C'est

là un caractère *propre*, dont l'actuelle et subversive remise en question manifeste mieux l'importance. Or si, *par nature*, le Sacrifice produit un fruit qui est communicable, il faut que pour toute célébration du Sacrifice, certains sujets en reçoivent le fruit. Autrement dit, n'est parfait que ce qui est conforme à ce qu'en exige la nature. Telle célébration de la Messe serait donc *en droit* "impossible", si aucun sujet n'en recevait le fruit.

Le *Te igitur* exprimant l'oblation et implorant l'agréement, il doit donc mentionner quels sont les sujets à qui, *en droit* de par la nature du Sacrifice, le fruit surnaturel concomitant à l'agréement divin est nécessairement communiqué. L'*in primis* n'est donc pas seulement un complément du *Te igitur*. C'est nécessairement qu'il en est l'achèvement ; et cela, nous le répétons, parce que le Sacrifice de la Messe est propitiatoire *par nature*.

Observons d'ailleurs que, dans le "Paroissien romain" de Solesmes (1962), l'*in primis* est soudé au *Te igitur* ; une virgule seulement sépare *in primis* de *illibata*. Et pareillement, dans le Canon romain, tel qu'il est codifié dans le Missel dominicain, *in primis* est séparé de *illibata* par "deux points".

L'*in primis* est la "Thesis" dont le *Te igitur* est l'"arsis". Il faut saisir toute la ligne dans l'unité de la continuité : "Daignez agréer... ces dons... intouchés, [illibata, in primis quæ tibi offerimus...], que nous vous offrons avant tout pour..." L'*in primis* fait donc partie du Canon, et plus particulièrement du *Te igitur* dont il est l'apodose. Tandis que le *Memento*, et puis le *Communicantes* sont une interruption du Canon, lequel reprend avec le *Hanc igitur*.

ab. Les mentions des fidèles vivants, faites respectivement au *Te igitur* et au *Memento* sont, entre elles, qualitativement différenciées.

— La différence est manifestée selon la préséance et selon l'extension. Avant en effet de nommer quelque personne que ce soit en particulier, le prêtre prie pour toute l'Église militante. "[Ces dons, ces présents, ces hosties] nous vous les offrons avant tout pour votre sainte Église catholique... en même temps que [una cum] pour votre serviteur notre Pape N, notre Évêque N, (et notre Roi N) ; et tous ceux qui professent la Foi catholique et apostolique".

Ensuite seulement, le prêtre mentionne éventuellement telle personne en particulier : *Memento Domine...*

— Or, ces deux mentions, la première concernant toute l'Église militante en même temps que le Pape et l'Évêque du lieu, la seconde, tel "serviteur" de Dieu, ne diffèrent pas seulement par l'extension. Elles diffèrent, beaucoup plus profondément, par la nature de l'impétration et, corrélativement, par la portée qu'elles ont, chacune respectivement, dans l'acte de l'oblation.

La mention de telle personne en particulier peut être omise ; et elle l'est au *Memento* des vivants, si la Messe est célébrée pour un défunt. Si une telle mention est faite, l'application à la personne désignée, du fruit qu'obtient de soi le Sacrifice, est de *congruo* ; elle ne relève pas formellement de la Justice divine, étant sauve l'application qui est faite de *condigno* à cette même personne, si elle participe activement à l'offrande du Sacrifice.

Tandis que la mention de toute l'Église, en même temps que du Pape et de l'Évêque [du lieu], est une partie intégrante du Canon ; en sorte qu'elle doit être faite en toute célébration. Car c'est *en droit et nécessairement*, c'est *formellement* en justice [la Miséricorde étant présupposée], que ce qui procède de l'Époux doit être pour l'Épouse, que le fruit du Sacrifice laissé par le Christ à l'Église doit être appliqué à toute l'Église militante, c'est-à-dire à l'Église comme telle en tant qu'elle subsiste sur terre, et donc au

Pape et à l'Évêque en tant qu'ils céphalisent et personnifient visiblement l'unité de l'Église.

Nous retrouvons, quant à la réception du fruit, ce que nous avons ci-dessus (aa) observé pour le Sacrifice qui le produit. Mystérieusement, l'Époux a besoin de l'Épouse. Telle est la "clé". Parce que le Sacrifice est, *par nature*, propitiatoire, le fruit *doit* en être appliqué : voilà ce que nous avons montré (aa). Il s'ensuit que, le Sacrifice étant appliqué, c'est *nécessairement* que le fruit en est communiqué. C'est ce que nous observons maintenant.

En un mot, c'est de *condigno* que doit être attribué à toute l'Église et à ceux qui la représentent hiérarchiquement, le fruit du Sacrifice qui est uniment celui du Christ et celui de l'Église. Tandis que le même fruit est appliqué de *congruo* à tel membre du Christ désigné en particulier.

ac. Le *Te igitur* contient en fait, objectivement quoique implicitement, la proclamation du mandat "*ab Ecclesia*".

Nous venons en effet d'observer que, le fruit du Sacrifice s'appliquant *en droit* à toute l'Église, les normes mêmes de l'application entraînent que celle-ci est réalisée de *condigno*.

Il s'ensuit dès lors, en vertu du "principe de convertibilité" (2 bd), que cette application est faite à la personne *même* qui offre le Sacrifice. Demander que le Sacrifice soit offert pour toute l'Église, en même temps que pour le Pape et pour l'Évêque, c'est demander *en droit* que le fruit en soit appliqué à toute l'Église en même temps qu'au Pape et à l'Évêque. C'est donc, *par le fait même, affirmer que le Sacrifice est offert par toute l'Église en même temps que par le Pape et par l'Évêque ; attendu que l'application du fruit n'a lieu en droit et nécessairement qu'en faveur de la personne qui accomplit l'oblation.*

Insistons sur ce point important.

Le "*una cum*" associe-t-il le Pape et l'Évêque à l'Église en tant que celle-ci reçoit, elle la première [*in primis*], le fruit du Sacrifice ? Certainement.

Mais, en vertu de "principe de convertibilité" (2 bd), le Pape et l'Évêque sont également avec [*una cum*] l'offrant, "un avec" "nous qui offrons". Le "*offerimus*" consigne que le complément en est également le sujet.

Si en effet l'application du fruit est faite en droit et nécessairement, c'est-à-dire si elle est de *condigno*, alors : "qui offre, reçoit" ; "qui reçoit, offre". Si ce prêtre et ces fidèles, réunis en ce lieu, célèbrent la Messe en ce lieu, ils sont l'Église en ce lieu. Le fruit de cette Messe est *in primis* POUR toute l'Église sainte et catholique, telle qu'elle est réalisée en ce lieu. Et par conséquent, *ipso facto* d'après le "principe de convertibilité" qui se trouve consacré en l'Oblation même du Christ, cette Messe est offerte PAR toute l'Église sainte et catholique telle qu'elle est réalisée en ce lieu.

Or, l'Église telle qu'elle est réalisée en ce lieu, ne pourrait y être ni une, ni sainte, ni catholique, si elle n'était *una cum* l'Évêque de ce lieu, et donc *una cum* le Pape qui, évêque de Rome, est également, et par priorité, évêque de ce lieu [Primat de juridiction défini par Vatican I].

Il s'ensuit que cette Messe, qui est offerte *in primis* POUR toute l'Église sainte et catholique et donc pour le Pape et pour l'Évêque qui en ce lieu sont pour ainsi dire inhérent à l'Église telle qu'elle est réalisée dans ce lieu ; cette Messe, *ipso facto*, est offerte PAR toute l'Église sainte et catholique, et donc PAR le Pape et PAR l'évêque qui, en ce lieu, sont pour ainsi dire inhérent à l'Église telle qu'elle est réalisée en ce lieu.

Telle est l'ampleur sublime, à la fois transtemporelle et

universelle [*"pro Ecclesia sancta tua catholica"*], précise et personnelle [*"una cum famulo tuo Papa nostro et Antistite nostro"*], du *ab Ecclesia*, tel qu'il est clairement consigné et "*actué*", en chacune des célébrations qui sont normées par l'authentique Ordo Sacrificii Missæ.

b. Le mandat "*ab Ecclesia*" est, pour toute Messe, signifié *en acte*, par la célébration de la Messe qui est celle du Pape.

ba. L'économie du *ab Ecclesia*, telle qu'elle est signifiée verbalement (a), requiert évidemment, de par la sainteté de l'Église, que ce qui est déclaré en paroles au cours de l'action liturgique, soit l'expression de ce qui est réalisé en acte par et dans la même liturgie.

Le mandat "*ab Ecclesia*", qui est signifié comme procédant du chef de l'Église militante, par le "*una cum Ecclesia*" (a), doit consister en ce que la Messe effectivement célébrée soit celle-là même que célèbre le chef de l'Église (1, 2). Puisque chaque Messe est offerte par toute l'Église, par l'Église comme telle en même temps que par le Pape, c'est l'Église comme telle qui affirme, par et dans la personne du pape : "ce qui procède de moi, c'est cela qui est *ab Ecclesia*".

bb. Cette intimation concrète, à partir du sommet, est d'ailleurs effectivement réalisée dans l'Église par voie hiérarchique.

Chaque Évêque, en se déclarant en communion avec le Pape, garantit pour lui-même et pour tout le diocèse dont il a la charge, que les normes liturgiques appliquées dans ce diocèse sont conformes aux normes romaines. Les livres liturgiques officiellement utilisés dans chaque diocèse, sont d'ailleurs revêtus de l'approbation romaine. Ces sages prescriptions ne seraient qu'un formalisme ridicule, si tel Évêque pouvait tolérer dans son diocèse un *ordo missæ* différent de celui qu'utilise le Pape. Pareillement, l'"installation" solennelle de chaque Curé par l'Évêque dont il relève, consigne, au titre de primordiale obédience, la conformité de toute la liturgie paroissiale aux normes diocésaines et par conséquent romaines. Ces dispositions seraient vaines, si tel Curé pouvait se permettre de célébrer une Messe différente de celle que célèbre son Évêque. Enfin, tout prêtre célébrant la Messe dans un lieu où il n'est pas connu, doit être muni d'un "celebret", délivré par l'"Ordinaire" dont il dépend. Ce "celebret" affirme implicitement que ce prêtre se conforme aux normes prescrites par cet "Ordinaire", lesquelles sont elles-mêmes conformes aux normes romaines.

On voit donc que le mandat "*ab Ecclesia*" se trouve réalisé dans l'Église, concrètement, habituellement, par voie hiérarchique, à partir du sommet. C'est la Messe telle qu'elle est célébrée par le Pape qui est *en droit*, dans l'Église catholique romaine, la norme de toute autre célébration de la Messe. Telle est, dans l'ordre pratique, la réalisation de la doctrine définie par le Concile de Trente. La Messe est en droit, toute Messe doit être en fait, *ab Ecclesia*, par conformité à la Messe du Pape, en la personne de qui l'Église comme telle affirme : ce qui procède de moi, c'est cela qui est *ab Ecclesia*.

c. Signifier le mandat "*ab Ecclesia*", d'une part ; désigner les personnes en faveur de qui on demande à Dieu que le fruit du Sacrifice soit appliqué, d'autre part, sont deux choses différentes, et ne doivent pas être identifiées.

- Différence et confusion entre ces deux choses.

Que ces deux choses soient différentes par nature, c'est l'évidence même.

Qu'elles le soient également en fait, résulte de l'argument (b) que nous venons de développer. Le mandat "*ab Ecclesia*" se trouve affirmé, en toute célébration de la

Messe, de par la conformité de cette Messe à celle que célèbre le Pape ; conformité qui est certifiée par voie hiérarchique. Tandis que les personnes en faveur de qui on demande à Dieu d'appliquer le fruit de la Messe sont désignées en particulier au cours de chaque célébration. Il n'y a donc, à cet égard, rien de commun entre les deux choses.

Cependant, Mgr Lefebvre persiste à confondre le fait de "nommer le Pape au *Te igitur*" avec le fait de "prier pour le Pape". Or, outre que c'est là une grave déviation d'ordre doctrinal, cette confusion est à l'origine d'une insistante incompréhension. Il convient donc de mettre en évidence le noyau de vérité qui paraît l'excuser. C'est d'ailleurs chose aisée, après les explications qui ont été ci-dessus (a) données.

- La vérité que manifeste une confusion, c'est évidemment ce qu'il y a de commun entre les choses que l'on confond.

La "situation" est, si l'on peut dire, la suivante. Dieu va appliquer la valeur satisfactoire qu'Il impute, en Sagesse, à l'acte d'oblation. Ceux qui offrent le Sacrifice, c'est-à-dire le prêtre au nom de toute l'Église et tels membres présents de l'Église, expriment à Dieu leurs désirs concernant cette "application". *Qu'avant tout, elle soit* pour toute l'Église ; et, en même temps, pour notre Pape, notre Évêque, (notre Roi). [Voilà le *Te igitur*]. Mais, Dieu faisant Lui-Même cette application, on Lui "suggère" qu'en l'acte où Il y procède, Il se souvienne de "tel" et "tel" [Voilà le *Memento*]. Il est bien vrai que, de l'une et l'autre manière, on fait état de la valeur satisfactoire attachée à l'oblation du Sacrifice, et on demande à Dieu d'"intervenir en faveur de", c'est-à-dire qu'on "prie pour". Et donc, conclut-on, refuser de nommer Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia", c'est "refuser de prier pour le Pape". Tel est le verdict, simpliste, de Mgr Lefebvre.

L'erreur que recèle une confusion consiste à univociser des modalités qui doivent être distinguées.

La formule "prier pour", employée par Mgr Lefebvre, confond, dans le même rapport entre deux créatures, savoir l'orant et le bénéficiaire, les deux modalités selon lesquelles s'exerce la bienveillance de Dieu. Les formules liturgiques manifestent cependant quelle est respectivement leur portée, par la manière même de signifier. Le *Te igitur* est certes suppliant ; mais, quant à la désignation des bénéficiaires, il est intimatif : "Cette oblation est faite pour..." ; l'application est de *condigno*. Tandis qu'au *Memento*, on signale "tel" ou "tel" à l'attention de Celui qui dispense le trésor : "Souvenez-vous Seigneur [si Vous le voulez bien], de N et N" ; l'application est de *congruo*. Dans les deux cas, on "prie pour", mais le mode de l'impétration diffère, eu égard aux formules employées, tout comme le mode de l'"application" eu égard à la réalité.

Cette différence entre le *Te igitur* et le *Memento*, quant au mode de l'impétration "ex parte Ecclesiae", quant au mode de l'application "ex parte Dei", entraîne deux autres différences.

De la première, nous avons déjà exposé la substance (ac, bb). C'est le *Te igitur*, et non le *Memento*, qui contient RÉELLEMENT, en paroles implicitement, en acte virtuellement, la proclamation du mandat "*ad Ecclesia*". Il est donc manifeste, à cet égard, que le *Te igitur* et le *Memento* sont différents.

C'est d'ailleurs la seconde différence que, dans ce paragraphe, nous avons à considérer ; c'est par elle en effet que l'attitude de Mgr Lefebvre se trouve concernée.

Ne peuvent être nommées, au *Te igitur*, que des personnes qui sont membres du Christ. Le texte se trouve d'ailleurs récapitulé dans la formule, *aussi claire que précise*, qui

l'achève : "[Cette oblation intouchée, daignez l'agréer] avant tout pour votre sainte Église catholique... en même temps que pour notre Pape N, notre Évêque N, (notre Roi N), et tous ceux qui professent la Foi catholique et apostolique" ; "*et omnibus orthodoxis atque catholicæ et apostolicæ fidei cultoribus*" : cela exclut évidemment tout hérétique et tout schismatique.

Toute dérogation sur ce point constitue, *de soi*, nous le verrons (IV, 2), un sacrilège. Par exemple, dans un état qui fait officiellement profession de la religion catholique, l'Église admet que le chef de l'état soit nommé au *Te igitur*. Cela se justifie par ce qui a été ci-dessus (3 ac) exposé. L'Église en France *en tant qu'elle est un collectif humain* est en un sens récapitulée en la personne du Roi de France, *si* celui-ci veut n'être, comme le disait sainte Jehanne d'Arc, que le "lieutenant" de Dieu. Cela étant supposé, toute Messe célébrée en France comporte *en droit* un fruit pour la France ; et le roi de France se trouve, en France, intégré au mandat "*ab Ecclesia*" qui procède de l'Église céphalisée en la personne du Pape.

Mais si le Roi de France est excommunié, comme le fut Philippe le Bel, il est impossible de le nommer au *Te igitur*, même si la France demeure un état officiellement catholique.

Tandis qu'au *Memento*, lequel constitue, nous l'avons vu (3aa), une interruption du Canon, il est légitime, selon l'usage de l'Église, de nommer la personne pour qui le Sacrifice est offert. Il est éminemment opportun de prier pour le Pape, comme l'exige Mgr Lefebvre, et comme nous l'avons dit nous-même bien avant que Mgr Lefebvre ne nous accusât injustement de le refuser. Il est souhaitable que des Messes soient célébrées pour Mgr Wojtyla, et pour M. Giscard d'Estaing ; *à la condition expresse cependant que ce soit pour leur conversion* : "Souvenez-vous Seigneur de Charles et de Giscard ; afin que, publiquement pécheurs, ils deviennent vos zélés serviteurs". Mais il n'est évidemment pas question de nommer, au *Te igitur*, ni Carolus le schismatique, ni Valerius l'avorteur.

Voici, à ce propos, un texte de S. Thomas (3^e pars, q 79, a 7, 2^m).

La question est de savoir si le sacrement de l'autel porte du fruit pour des personnes autres que celles qui le reçoivent ? S. Thomas répond affirmativement, en précisant toutefois les conditions dans lesquelles il faut être pour recevoir le fruit d'une Messe à laquelle on ne communie pas. Et S. Thomas réfute les "objections" qui consistent à soutenir la réponse négative. La seconde objection est en substance la suivante : Si on pouvait recevoir le fruit de la Messe sans y communier, alors on pourrait, *sans poser aucun acte personnel*, recevoir la grâce, à commencer par la rémission des péchés. Or cela est manifestement faux.

S. Thomas répond en rappelant d'abord le principe qui a été repris par le Concile de Trente "Bien que le Christ soit mort pour tous (2 cor 5.15), seuls reçoivent le fruit de cette mort ceux à qui le mérite de la passion est communiqué" (Session VI, Décret sur la justification, ch 3 ; Denz 1523). C'est-à-dire, précise et poursuit S. Thomas : "ceux qui sont unis à la passion du Christ par la foi et par la charité. De même, le sacrifice de la Messe étant le mémorial de la Passion, il n'a d'effet que pour ceux qui sont unis à ce sacrement par la foi et par la charité. C'est pourquoi, comme le dit S. Augustin : "Quelqu'un offre-t-il le corps du Christ ? Ce ne peut être que pour ceux qui sont membres du Christ ? Aussi, au Canon de la Messe, ne prie-t-on pas pour ceux qui sont hors l'Église. Cependant, [le Sacrifice] leur profite plus ou moins, selon la mesure de leur dévotion",

Voici les deux dernières phrases, qui contiennent toute la doctrine que nous avons exposée, et aussi toute la diffi-

culté : "Unde et in canone missæ, non oratur pro his qui sunt extra ecclesiam. Illis tamen prodest plus vel minus, secundum modum devotionis eorum".

S. Thomas concède donc à l'objectant qu'il est impossible de recevoir quelque grâce que ce soit, sans qu'un acte ait été posé. Mais il ne répond pas directement à la difficulté, laquelle était formulée : "la personne qui reçoit, est-elle nécessairement celle qui pose l'acte" S. Thomas répond en substance : la personne qui reçoit peut ne pas être celle qui pose l'acte ; cependant elle doit être membre de l'Église, elle doit être intégrée à la célébration du sacrement par la Foi et par la charité. En vertu de la communion des saints, que S. Thomas sous-entend en mentionnant la Foi et la charité, le fidèle qui est uni à toute célébration de la Messe par une intention habituelle et générale, participe *ipso facto* au fruit de chaque célébration.

Quant aux autres, qui ne sont pas membres de l'Église, et pour qui la communion des saints ne vaut pas, le principe s'applique strictement, c'est-à-dire sans être subalterné à un principe plus général. Ils reçoivent le fruit du Sacrifice, "à la mesure de leur dévotion", c'est-à-dire en vertu d'une grâce actuelle qu'ils acceptent et qui, même à leur insu, les ouvre à recevoir. D'ailleurs, selon S. Thomas (3^a pars, q 78, a 3, 8^{me}) : "Le sang de la Passion du Christ n'est pas efficace... seulement pour les prêtres qui confectionnent le sacrement ou pour les autres communians, mais même pour ceux pour qui le Sacrifice est offert. Et c'est pourquoi [Jésus] dit parfaitement : *pour vous*, les Juifs, et *pour un grand nombre* savoir les Gentils ; ou bien : *pour vous* qui communiquez, et *pour un grand nombre* pour qui il est offert".

On doit donc ne pas séparer les deux affirmations de S. Thomas : "On ne prie pas, au Canon de la Messe, pour ceux qui sont hors l'Église. Le Sacrifice cependant leur profite, dans la mesure où ils ne refusent pas la grâce prévenante qui les y ouvre".

Il semble que, dans ce passage, S. Thomas entende, par "Canon de la Messe", le *Te igitur*, jusqu'au *Memento* exclusivement.

Au *Memento*, on peut nommer "les autres", c'est-à-dire ceux qui ne sont pas membres de l'Église, qui peuvent cependant recevoir le fruit du Sacrifice ; et pour qui, même, on peut l'offrir, à la condition de mentionner la relation qu'il soutiennent au moins en puissance avec l'Église.

Tandis qu'au *Te igitur*, [lequel, selon l'ordonnance du Missel dominicain, inclut l'*In primis*], il est impossible de nommer, au nombre de ceux pour qui on prie, une personne hors l'Église. La raison profonde en est nous l'avons vu (3 ac), que les personnes nommées ainsi "una cum Ecclesia" se trouvent *ipso facto* désignées comme participant, chacune à son rang respectivement et hiérarchiquement, à l'oblation active du sacrifice et au mandat "*ab Ecclesia*". L'intuition de S. Augustin est encore plus évidente, si on en transpose le point d'application : "Quis offerat corpus Christi, nisi is qui est membrum christi ?"

III — La Messe demeure, même en "temps de crise", "*ab Ecclesia*". Comment ?

Nous nous proposons d'éclairer l'un par l'autre, au point de vue du mandat "*ab Ecclesia*", deux situations : celle qui est imposée actuellement aux fidèles attachés à la Tradition, celle qui est normale dans l'Église, supposé que celle-ci soit fidèle à la Tradition. Nous allons donc, de ces deux situations, comparer les circonstances qui sont entre elles homologues. Nous observons que le mandat "*ab Ecclesia*" ne peut plus être déclaré "comme avant" (1) ; nous en rappellerons la raison (2) ; et nous préciserons comment ce mandat peut, actuellement, être signifié (3).

1. La Messe ne peut pas être déclarée "*ab Ecclesia*" de la même manière qu'"avant" - le Fait.

Le principe en vertu duquel la Messe est "*ab Ecclesia*", a toujours été affirmé dans la praxis de l'Église. Comment se peut-il que, comme il se doit, ce principe s'applique même en "temps de crise" ?

Nous concluons que *ce ne peut pas* être "comme avant" (c) ; après avoir rappelé : premièrement ce en quoi consiste ce principe (a) ; deuxièmement, comment il inspire la praxis de l'Église, supposé que tout y soit "en ordre" (b).

a. Le principe en vertu duquel la Messe est déclarée *ab Ecclesia* est, comme nous venons de le rappeler (II, 3a), le suivant.

Étant posé, et explicitement affirmé, que le Sacrifice est offert pour toute l'Église, l'application qui en est faite est de *condigno*. Dès lors, le principe de réciprocité (II 2 bd) s'applique. Et donc : *la personne [physique ou morale] qui offre le Sacrifice est la même que la personne [physique ou morale] qui reçoit le fruit du Sacrifice*.

b. Voici comment le principe s'applique dans l'Église, supposé que tout y soit en ordre.

ba. Lorsque tel groupe de fidèles, disons le groupe J à Lyon, demande que la Messe soit célébrée, ces fidèles reçoivent, du Sacrifice auquel ils assistent, un fruit que personne autre ne reçoit. De même, le prêtre qui célèbre reçoit un fruit que personne autre ne reçoit. Le fruit de cette Messe, qui est célébrée par l'intermédiaire du groupe J prêtre compris, s'étend *in primis*, *en droit* et *primordialement*, à tout le corps mystique ; il s'applique en particulier aux membres du corps mystique qui composent le groupe J, et qui sont réunis à Lyon. Et *donc*, en vertu du principe rappelé, *cette* Messe est intimée PAR toute l'Église, en particulier PAR les membres du groupe J qui sont "hic et nunc" réunis à Lyon.

bb. En vue de le mieux expliquer, rappelons quel est le sens de la distinction : *omne* - *totum*.

Cette distinction correspond, au moins matériellement, au grec : *pan-holon*, et, semble-t-il, à l'allemand : *alles-ganz* ; mais elle n'a pas d'équivalent en Français.

Désignons par le mot : *collectif*, la réalité constituée par plusieurs singuliers concrets, considérés *ensemble* par l'esprit. Par exemple : une assiette, une cuiller, une fourchette, un couteau, un verre, épars sur une table.

Ces cinq objets, qui sont concrètement un collectif et abstraitement un ensemble, constituent un tout au sens de *omne*. Car le fait d'être posés sur la même table, et de pouvoir être considérés ensemble, est accidentel à la nature de chacun d'eux. Aucun n'acquiert une qualification *intrinsèquement* nouvelle du fait qu'il est élément de cet *omne*.

Si, par contre, ces *mêmes* objets, au lieu d'être épars, sont disposés dans un certain ordre, lequel résulte de l'opération qui consiste à "mettre le couvert", chaque objet a, par rapport aux autres, un lieu propre. Le collectif est alors un *totum* ; parce que chaque composante, *en tant que telle*, acquiert, en raison de sa propre nature, un lieu propre et pour autant une qualification nouvelle.

Voici les cinq objets posés sur la table, sans interconnexion. Ils sont tous à égalité, chacun n'ayant rien autre que sa propre individualité. Tel est l'*omne*. Voici les mêmes objets entre eux ordonnés, interconnectés. Chacun a, de par sa propre individualité, un lieu qui lui échoit en fonction du principe selon lequel l'ensemble est ordonné. Tel est le *totum*. Il est *totum*, et il se distingue de l'*omne* parce que chaque élément est relatif, *en raison de sa nature*, à un même principe immanent.

Ainsi, un collectif est considéré en tant qu'*omne* ou en

tant que *totum*, selon qu'il est appréhendé comme étant *un*, parce que chaque élément en est considéré à un point de vue qui, eu égard à la nature de cet élément, est ou n'est pas "accidentel". Le tout comme *omne*, est la juxtaposition objective et mentale de ses éléments. Le tout comme *totum*, comporte, en outre, un principe d'ordination qui est immanent par nature à chacun de ses éléments.

bc. La distinction *omne-totum* permet d'exprimer d'une manière précise comment telle assemblée est "d'Église", et comment la Messe célébrée en cette assemblée est *ab Ecclesia*.

Le groupe J à Lyon est "d'Église", il est "l'Église à Lyon", et la Messe qui y est célébrée est *ab Ecclesia*, si ce groupe peut être considéré comme *totum*, et pas seulement comme *omne*.

L'application de ce principe comporte deux degrés qu'il faut ne pas disjoindre, ni confondre. Le groupe J est en effet *totum* en raison de ce qu'un même principe est immanent par nature à chacun de ses éléments. Or ce principe est double, conformément à la nature de l'Église qui est, distinctement et uniment, Corps mystique du Christ et collectif humain. Les fidèles qui composent le groupe J à Lyon sont l'"Église à Lyon", si ce groupe est considéré comme *totum*, par référence au Christ et par référence au chef du collectif humain institué par le Christ, savoir l'Église catholique romaine. Tandis que les mêmes fidèles du même groupe J, celui-ci considéré comme *omne*, ne sont pas l'"Église à Lyon", bien qu'ils soient, chacun, un membre du Christ et un membre de l'Église présent à Lyon.

Les deux références au Christ et à l'Autorité sont, de soi, nécessaires. La première est réalisée par le Baptême ; la seconde doit être actée ou peut demeurer virtuelle, selon qu'en dispose l'Autorité. Plusieurs fidèles, faisant acte de leur Foi, et récitant ensemble le chapelet sont l'"Église là où ils se réunissent". L'assentiment de l'Autorité se trouve implicitement accordé : "Là où deux ou trois sont réunis en mon nom, je suis au milieu d'eux" (Matt 18.20). Tandis que si un groupe de fidèles se réunissent autour d'un prêtre pour la célébration d'une Messe, leur ensemble n'a raison de *totum*, et ils ne sont comme il se doit l'"Église à Lyon" [ou ailleurs] que par l'assentiment explicite de l'Autorité.

L'"Église à Lyon", ou ailleurs, c'est le Corps mystique du Christ qui est l'Église catholique romaine, et ce ne peut être aucune autre entité quelle qu'elle soit. Le mandat "*ab Ecclesia*", requis pour la célébration de cette Messe qui a lieu dans le local du groupe J à Lyon, ne peut provenir exclusivement que de l'Église Corps mystique du Christ. Le mandat "*ab Ecclesia*" qui intime la célébration de cette Messe provient donc radicalement de l'Église Corps mystique du Christ ; et il provient immédiatement de l'Église en tant que celle-ci "est à Lyon", dans le groupe J comme *totum*. Et il est absolument exclu que ce mandat "*ab Ecclesia*" provienne d'une autre entité, quelle que soit d'ailleurs cette autre entité, fût-elle un prêtre ou un Évêque non mandaté par l'Autorité.

c. Comment le même principe (a) peut-il s'appliquer dans l'Église qui est en fait "occupée" ? Ce ne peut pas être comme "avant".

Comparons, avec les conditions normales, telles que nous venons de les rappeler, celles qui sont en fait imposées aux fidèles attachés à la Tradition, dans l'Église "occupée". Considérons la même éventualité. Un prêtre, non mandaté par l'ordinaire du lieu, célèbre la Messe traditionnelle, à la demande des fidèles qui composent le groupe J à Lyon, et qui on aménagé un local à cet effet. Comment cette Messe peut-elle être, comme il se doit, *ab Ecclesia* ?

ca. On a, en fait, ignoré cette question. Car on a visé à "faire comme avant". C'était, certes, le plus urgent. Mais

la séduction de la facilité a fait ériger en slogan ce qui n'était justifié que provisoirement. "Célébrer la Messe de tous les jours", "faire comme avant" sont censés répondre à toute question. En réalité, il n'en est rien. Car on ne doit plus faire "comme avant", si les conditions sont inversées par rapport à ce qui était "avant".

Or, précisément, le groupe J à Lyon se trouve actuellement dans des conditions qui sont inversées, eu égard à ce que ces conditions étaient "avant". Quand, dans l'Église, tout était "en ordre", quand l'Autorité veillait sur la Messe, les fruits de la Messe étant dignement reçus par l'Autorité, alors le groupe J à Lyon pouvait, positivement, être considéré et posé en tant que *totum*, et comme étant l'"Église à Lyon". Tandis qu'actuellement, en raison même des conditions qui sont posées, à savoir que le groupe J se réunit expressément pour célébrer la Messe que ne célèbre pas l'Autorité, il est impossible que le groupe J soit considéré en tant que *totum*, il est impossible qu'il soit l'"Église à Lyon".

Allèguerait-on que le groupe J est en communion avec les 262 Papes trépassés qui ont gouverné l'Église militante ? Nous répondons qu'une telle allégation ne serait qu'une pieuse fiction. Car tout investissement canonique, dans l'Église en 1980, dépend du Siège apostolique tel qu'il subsiste en 1980. La durée qui est propre à l'application du Droit Canon, c'est le temps *successif* et non pas l'Éternité. Il n'y a aucune suppléance pour le pouvoir canonique, hormis les cas prévus par l'Autorité. Le groupe J ne peut être ni constitué comme *totum*, ni être l'"Église à Lyon", par référence à un Pape qui n'est plus et qui n'est pas le chef visible de l'Église militante.

Il s'ensuit que la Messe célébrée dans le local du groupe J à Lyon ne peut plus se trouver déclarée *ab Ecclesia*, comme cela avait lieu "avant". C'est-à-dire en vertu d'un mandat immanent au groupe J, celui-ci étant considéré en tant que *totum*.

cb. C'est, pour les prêtres responsables, un impérieux devoir que d'éclairer les fidèles égarés par le slogan : "il suffit de faire comme avant". Les fidèles qui composent le groupe J à Lyon, [ou tout autre groupe similaire], n'ont pas seulement le droit, ils ont certes le devoir de "faire comme avant" ; mais ils ont également le devoir, sous peine de sacrilège (cf IV), de ne pas considérer, et encore moins de poser le groupe J, en tant que celui-ci serait *totum*. Ils ont le devoir de déclarer, après l'avoir compris, que le groupe J n'est pas l'"Église à Lyon" ; et que personne, pas même Mgr Lefebvre, avec ou sans "Prieurs", n'a le pouvoir de faire que ce qui n'est pas, soit ; que ce qui n'est pas l'"Église à Lyon", soit une "super-paroisse" à Lyon.

Il faut dénoncer l'erreur entretenue par un pli psychologique que l'instinct grégaire rend plus fallacieux. Habités qu'ils étaient dans leur paroisse, à considérer comme étant *ab Ecclesia* la Messe célébrée pour une assistance nombreuse, les fidèles du groupe J estiment spontanément que tout est "comme avant". Or, il n'en est rien. Le groupe J est seulement *omne*, et non *totum*. Le mandat "*ab Ecclesia*" ne lui appartient pas plénièrement "comme avant", mais seulement inchoativement et privativement.

C'est ce dont nous allons rappeler la raison.

2. La Messe ne peut pas être déclarée *ab Ecclesia*, de la même manière qu'"avant". — Le pourquoi.

Ce pourquoi consiste en ceci. La Messe, normalement, est déclarée comme étant *ab Ecclesia*, par référence hiérarchisée au chef visible de l'Église militante (III, 1b).

Or, aucune Messe ne peut actuellement être *ab Ecclesia*, en vertu de cette "*ecclesia*" qui se trouve *ipso facto* céphalisée par Mgr Wojtyla, si on nomme celui-ci "*una cum ecclesia*".

Cela résulte des deux considérants qui ont été ci-dessus (1) exposés. Nommer en effet Mgr Wojtyla "*una cum Ecclesia*", c'est *ipso facto* affirmer qu'il est le chef visible de l'Église militante. De là résulterait, au point de vue du *ab Ecclesia* qui nous occupe, deux conséquences qui sont l'une et l'autre en contradiction avec la réalité.

La première conséquence consiste en ceci. La Messe devant être, en définitive, impérée par le chef de l'Église militante (1, 2), et Mgr Wojtyla professant, au moins objectivement en tant que personnage officiel, des propositions qui sont hérétiques ["liberté religieuse", constitution de l'Église], il s'ensuivrait, supposé que Mgr Wojtyla fût nommé "*una cum Ecclesia*" et donc reconnu comme étant pape "*formaliter*", que la Messe serait impérée, dans l'Église, par un membre hypothéqué d'un schisme capital, et de plus suspect d'être hérétique et hors l'Église ; bien que, depuis la mort de Mgr NGO DINH THUC, aucun Évêque minimalement qualifié pour le faire ne l'ait déclaré.

La seconde conséquence serait la violation de la norme pratique concernant l'unité du Sacrifice de l'Église (1, 3). Nommer Mgr Wojtyla "*una cum Ecclesia*", au cours d'une Messe que l'on veut *expressément* différente de la dite n.m. célébrée par Mgr Wojtyla, c'est nier pratiquement que la célébration accomplie par le chef de l'Église militante est en droit, et doit être en fait, la norme de toute autre célébration.

Il faut bien comprendre la profondeur du drame, au lieu d'entretenir, en le masquant, une fausse sécurité.

Le désordre consiste précisément en ce que, dans l'Église militante, laquelle par nature est visible, il n'est pas actuellement possible de personifier d'une manière visible le mandat "*ab Ecclesia*" qui intime, au nom de l'Église, le Sacrifice de l'Église. Car il reviendrait en droit à Mgr Wojtyla, supposé qu'il soit "*una cum Ecclesia*", d'être, en l'acte même de sa propre célébration, la norme vivante et l'intimation active de toute célébration, pour le Sacrifice qui est celui de l'Église. Or cela, nous venons de le rappler, est impossible.

Le Sacrifice de l'Église militante, laquelle fut fondée par le Christ comme société visible, ne peut donc plus être signifié, normé, intimé, comme étant *ab Ecclesia* par et dans une personne visible. L'Église militante, dont les membres ont en propre de continuer à offrir le Sacrifice, c'est-à-dire de célébrer la Messe qui est la Messe, l'Église militante perd, en la personne du chef dont elle est formellement privée, la maîtrise de l'acte qu'elle ne laisse pas de devoir exercer. Comment le peut-elle ? C'est ce que nous allons maintenant exposer.

3. La Messe demeure, même "en temps de crise", "*ab Ecclesia*", parce qu'elle est célébrée : "*in primis pro Ecclesia sancta tua catholica UNA CUM Sede apostolica*"

La Messe est, en droit, *ab Ecclesia*. Voilà ce qu'affirme le Concile de Trente. Cela est donc toujours vrai en fait. Mais tout ce qui affecte l'*Ecclesia* se refléchit dans l'*ab Ecclesia*. La manière de subsister est analogiquement la même pour l'*Ecclesia*, et pour l'*ab Ecclesia*.

Nous allons d'abord préciser (a) ce en quoi consiste, entre l'*Ecclesia* et l'*ab Ecclesia*, l'analogie qui en manifeste l'unité. Nous examinerons ensuite (b) comment il convient de la signifier.

a. Le mandat "*ab Ecclesia*" subsiste "en temps de crise", mais conformément à l'analogie qu'il soutient objectivement avec la réalité de l'*Ecclesia*.

aa. Il y a analogie, entre l'*Ecclesia* et l'*ab Ecclesia*.

Cela est évident au point de vue de la participation. Car ce qui procède d'un principe en participe, et présente, avec ce principe, une similitude qui constitue la "ratio" de l'analogie.

Or cette évidence est opportunément confirmée, si on envisage l'analogie, non plus au point de vue de la participation, mais à celui de la proportionnalité. Il suffit, pour le mettre en évidence, de rappeler que la "crise de l'Église" introduit radicalement le même dédoublement dans l'*Ecclesia* et dans l'*ab Ecclesia*. Ce dédoublement donne lieu, entre les deux termes qu'il dissocie, à un rapport. Il y a analogie entre le rapport qui concerne l'*Ecclesia* et le rapport qui concerne l'*ab Ecclesia*. Voilà ce que nous allons préciser.

Concernant l'*Ecclesia*, le dédoublement affecte le Siège apostolique, et corrélativement son occupant, en tant que celui-ci peut être : soit pape matériellement, soit Pape formellement (cf cahier I de Cassissiacum, pp 36-41). Entre ces deux termes, le rapport est celui d'une *réalité qui est en puissance à cette même réalité supposée actée*. En effet, le Siège apostolique n'est pas à proprement parler vacant, puisqu'il est occupé matériellement. L'actuel occupant pourrait faire cesser le schisme capital qui le prive de pouvoir dans l'Église. Il ne tient qu'à lui [ou à Dieu, mais autrement] de faire cesser cet état : premièrement, en abjurant ses erreurs [qui sont des hérésies] ; deuxièmement, en convoquant un Conclave composé d'Évêques professant la Vérité catholique ; troisièmement, en acceptant par avance de se soumettre aux dispositions le concernant, prises par ledit [introuvable] Conclave.

Concernant l'*ab Ecclesia*, le dédoublement affecte, selon notre exemple, le groupe J composé par tels fidèles qui se réunissent à Lyon pour la célébration de la Messe [traditionnelle]. Ce groupe peut se poser lui-même, soit comme étant *omne*, soit comme étant *totum*. Entre ces deux termes, le rapport est celui d'une *réalité qui est en puissance à cette même réalité supposée actée*. Ce rapport est donc semblable à celui qui concerne l'*Ecclesia*. En sorte qu'il y a analogie entre les deux rapports.

ab. Insistons sur la portée de cette analogie.

Constitué par des fidèles qui sont membres du Christ, le groupe J est *totum*, eu égard au Christ. Il n'est cependant pas adéquatement *totum*, attendu qu'il ne peut l'être, comme il se devrait, par référence à une "autorité" qui a *formellement* déserté le Siège apostolique. Le "groupe J *omne*" est en puissance à devenir le "groupe J *totum*", comme le "pape *materialiter*" est en puissance à devenir le "Pape *formaliter*".

Le groupe J n'est pas, quoiqu'on en dise, en rébellion contre l'Autorité. Il se reconnaît au contraire, et se veut, subordonné à l'Autorité. Il a collectivement et douloureusement conscience d'être *en état de privation* à l'égard de sa propre actuation de *omne* en *totum* ; et il professe que cette actuation n'a pas d'autre condition, à la fois nécessaire et nécessitante, que l'actuation interne dont la responsabilité et l'initiative incombent à la seule Autorité.

Ainsi le mandat "*ab Ecclesia*" demeure inhérent au groupe J, même en tant que celui-ci est *omne*. Mais, comme il est d'ailleurs normal, l'*ab Ecclesia* se trouve affecté, quant au mode même de subsister, de la privation dont l'*Ecclesia* elle-même est hypothéquée.

Cet état de privation, loin d'être une vue de l'esprit, est une douloureuse réalité. L'expérience le confirme, car la tentation s'avère insidieuse de faire cesser cet état : soit en conférant arbitrairement une réalité factice à ce dont précisément il y a privation ; soit, au contraire, en niant la réalité positive grâce à laquelle la privation subsiste et peut être ressentie.

La première errance est commune au cléricisme et au josphisme. Ils visent l'un et l'autre à conférer au groupe J la consistance d'un *totum*, en le référant à une *pseudo-Autorité*, que ce soit celle d'Écone ou celle d'un Comité.

La seconde errance consiste à ne reconnaître aucune valeur proprement ecclésiale ni au siège apostolique matériellement occupé, ni au groupe J en tant que celui-ci est [ecclésialement] *omne*. Cette errance se manifeste concrètement, nous le verrons, à propos de la question que nous allons maintenant examiner.

b. Comment convient-il de signifier le mandat "*ab Ecclesia*", tel qu'il est actuellement réalisé dans les groupes institués pour la célébration de la Messe [traditionnelle] ?

Nous allons proposer une réponse à cette question (ba) ; ensuite (bb), nous répondrons à une objection.

ba. Le mandat "*ab Ecclesia*" est adéquatement signifié par la formule : *una cum sede apostolica*.

Le mandat "*ab Ecclesia*" subsiste, nous venons de le voir, potentiellement, dans le groupe J par exemple, par référence à l'Autorité qui subsiste elle-même, potentiellement seulement, dans le Siège apostolique. "Potentiellement", en ce sens que le vouloir de la personne qui est pape matériellement est en puissance à une actualisation possible [que cette actualisation se réalise en la personne même de Mgr Wojtyła ; ou, MIEUX, d'une autre personne, car la désertion continue et systématique pratiquée par ce personnage le rend manifestement inapte à exercer le souverain Pontificat]. Or, s'il convient de saisir et de définir la *nature* dans ce qui est en acte plutôt que dans ce qui est en puissance, on commettrait une erreur en signifiant la *réalité* de la puissance par celle de l'acte. Il faut signifier la réalité de ce qui est en puissance par ce qui déjà en est actué, non par ce qui pourra, éventuellement, l'être ultérieurement.

Il faut donc désigner tel sujet humain dont le vouloir est "en puissance" à une actualisation possible, par ce qui constitue la condition déjà actuellement réalisée de cette actualisation possible. Il faut désigner la personne qui est pape matérialiser par ce qui est déjà actué et lui permet ainsi d'être "en puissance" à devenir Pape formaliser. Or ce qui est déjà actué consiste en ce que cette personne occupe le Siège apostolique. On déclare donc que l'Église est "*una cum Sede apostolica*".

Et les fidèles du groupe J qui le déclarent consignifient ainsi, pour le groupe J, ce qu'ils expriment concernant le Siège apostolique.

Le groupe J, qui actuellement est constitué en tant qu'*omne*, par référence au Siège apostolique occupé matérialiser, est en puissance à être constitué en tant que *totum*, puisque le Siège apostolique est en puissance à être occupé formaliser. Ainsi le mandat "*ab Ecclesia*" est bien inhérent au groupe J parce que celui-ci se réfère *in primis* à toute l'Église, celle-ci étant céphalisée par le Siège apostolique. Le mandat "*ab Ecclesia*" subsiste réellement, bien qu'il se trouve en état de privation eu égard à une actualisation possible, tout comme le Siège apostolique est réellement occupé, bien que ce soit matériellement, et privativement, eu égard à l'actualisation requise pour qu'il soit occupé formellement.

On voit donc que la formule "*una cum Sede apostolica*" exprime avec exactitude quel est le statut du mandat "*ab Ecclesia*" dans l'Église militante devenue passagèrement l'Église pâtiante.

bb. Il convient cependant d'écarter une apparente difficulté : la formule "*una cum Sede apostolica*" apporte une modification au texte du Canon tel que l'a définitivement fixé S. Pie V.

"Par notre présente Constitution, qui est valable à perpétuité, nous avons décidé et nous ordonnons, sous peine de notre malédiction..., que jamais rien ne soit ajouté, retranché ou modifié à notre missel que nous venons d'éditer... Si, cependant, quelqu'un se permettait une telle altération, qu'il sache qu'il encourrait l'indignation du Dieu Tout puissant et de ses bienheureux apôtres Pierre et Paul" (Bulle

quo primum tempore, 14 Juillet 1570).

Ces dispositions, prises par S. Pie V, paraissent proscrire l'innovation "*una cum Sede apostolica*". Telle est l'objection.

Nous observons d'abord que cette objection est en porte à faux.

Quoi qu'il en soit en effet de la portée précise qu'ont les menaces de S. Pie V, au point de vue canonique, il est évident qu'elles ne concernent pas les parties du texte qui, *de par leur nature*, sont sujettes au changement. Telle est précisément la phrase *una cum famulo tuo Papa nostro N. et Antistite nostro N.* La modification de ces formules n'est pas exclue ; au contraire, elle est prévue. Et la règle est que, s'il y a vacance du Siège apostolique ou du Siège épiscopal, le prêtre doit *omettre* la clause correspondante. Il est donc vain d'alléguer la malédiction de S. Pie V pour proscrire, *sur ce point*, toute modification.

Nous observons *donc*, en second lieu, qu'il faut examiner la modification proposée, en la comparant d'une part à d'autres modifications possibles, d'autre part à la règle que nous venons de rappeler.

Le prêtre attaché à la Tradition, ne pouvant en effet prononcer une formule qui véhicule l'errance (cf III, 2) et le sacrilège (IV), il se trouve dans la stricte obligation de choisir le moins mauvais.

Le prêtre peut, par exemple, omettre toute la clause : "*una cum...*" ou bien la laisser en suspens, sans mentionner aucun nom propre. Ainsi, prétend-on, il évite d'introduire l'altération : "*una cum Sede apostolica*"

Mais, dans un cas comme dans l'autre, c'est se comporter comme si le Siège était vacant. Or, quoi qu'il en soit de la réalité, faire comme si le siège était vacant, *alors que la vacance n'est pas officiellement déclarée*, entraîne, au point de vue canonique, la même irrégularité que la clause incriminée. Voici en effet le bilan comparé des différents partis. Telle phrase du Canon peut et doit, par nature, subir temporairement une modification. Faire cette modification est subordonné à une clause canonique, savoir la déclaration officielle de vacance. Omettre totalement ou partiellement la phrase : "*una cum...*", *bien que la clause canonique ne soit pas remplie*, revient donc à effectuer, dans le texte du Canon, une *suppression* arbitraire. D'autre part, prononcer la formule : "*una cum Sede apostolica*", revient à effectuer, dans le texte du Canon, une *altération* arbitraire. Or, même si on suppose que les malédictions de S. Pie V visent ceux qui modifieraient cette phrase du Canon, elles condamnent *à parité* la suppression et l'altération. Qui pratique l'une doit tolérer l'autre... en se souvenant d'ailleurs qu'il ne peut y avoir de bonne solution.

En outre, pour "faire comme si il y avait vacance il faudrait avoir prouvé que telle est bien la réalité ; or nous ne voyons pas que des raisons suffisantes aient été données. Et nous rappelons la très grave difficulté que présente l'affirmation objective [faite par qui ? c'est une autre question, et une autre difficulté] de la vacance totale. L'Église militante serait privée de chef visible depuis 1963, voire depuis le 9 octobre 1958. Ce qui alors serait en question, c'est apostolicité même de l'Église militante [apostolicité, qui est une note de l'Église] ; tandis que la visibilité (obnubilée lors du grand schisme) n'est pas une note. Or, Pie IX l'a affirmé sous la note d'infailibilité : "L'Église demeure jusqu'à la consommation des siècles toujours stable et inchangée, conformément à sa propre nature" [Jam vos omnes, 13 sept 1868 ; DS 2997]. Or c'est bien par nature que l'Église militante doit avoir un chef visible. Elle peut en être accidentellement et provisoirement privée ; mais, s'il en est ainsi, tout est mis ACTIVEMENT en œuvre en vue de

pourvoir au Siège apostolique. Il n'y a actuellement rien de tel, et pour cause !

Enfin user d'une formule indéterminée : "una cum famulo tuo Papa nostro..." : premièrement, altère le sens du Canon en y introduisant un non-sens ; deuxièmement, consitue pour le mens image de Dieu, une sorte de capitulation qui contrevient au témoignage de la Foi et au respect de l'ordre sacré.

Tous les comportements adoptés ont donc en commun de modifier le texte du Canon, soit matériellement, soit au moins sémantiquement ; et cela d'ailleurs sur un point qui, par nature, exige éventuellement une modification. L'argument est par suite privé de portée, qui consiste à récuser l'un de ces comportements pour une raison qui s'applique également à tous les autres ; raison qui, si elle était fondée, exclurait en fait tous les comportements effectivement admis par les fidèles attachés à la Tradition. Nous ne disons pas que le choix de "una cum Sede apostolica" soit bon. Nous disons qu'il est moins mauvais que les autres. Car, d'une part, il présente exactement le même inconvénient que tous les autres ; et, d'autre part, il exprime, nous l'avons vu (ba), d'une manière cohérente comment l'Église, fidèle à la Tradition, demeure par nature "une, sainte, catholique et apostolique".

Concluons donc que le Sacrifice de la Messe est, même actuellement, offert conformément à la doctrine qu'a rappelée le concile de Trente : "*ab Ecclesia per sacerdotes*". Cependant, le principe visible d'où procède dans l'Église l'intimation du Sacrifice en même temps que l'unité, ce principe subsiste, bien qu'il soit éclipsé par le "mystère d'iniquité" (II Thess. 2,7). On doit donc n'en pas nier la réalité ; mais on doit ne la désigner que par le support qui en est l'attente, plutôt que d'enoncer, dans l'ordre des choses sacrées, une contre-vérité.

Ainsi, la Messe demeure actuellement "*ab Ecclesia*", parce qu'elle est célébrée "*in primis pro Ecclesia sancta tua catholica*" [non pas "*una cum Antistite Wojtyla*", mais] "*una cum Sede apostolica*".

Cette formule ne vise d'ailleurs ni à l'exclusive, ni encore moins à introduire une innovation. Elle exprime simplement, provisoirement, aussi exactement que possible, une situation dans laquelle il est impossible qu'il y ait une bonne solution.

Les réticences obstinées, ou les refus violents qu'on oppose à la formule "una cum Sede apostolica" viennent surtout de ce que le slogan "faire comme avant" a été érigé en un principe absolu qui est censé permettre de répondre à toute question (cf III, 3 c). Nous allons voir maintenant que s'obstiner à faire en tout "comme avant", présente, pour un croyant, le plus grave de tous les inconvénients.

IV. La Messe, qui est signifiée comme étant "*ab Ecclesia*" du fait qu'elle est offerte "*in primis pro Ecclesia sancta tua catholica*", cette Messe donne lieu à une célébration sacrilège si on prétend céphaliser cette "*Ecclesia*" en la personne de Mgr Wojtyla.

1. La notion de sacrilège.

Nous appelons "sacrilège" un délit qui ressortit à l'ordre des réalités sacrées. Le sacrilège est le délit qui va à l'encontre des normes de cet ordre.

Ex parte objecti, le sacrilège peut concerner : soit les lieux, soit les personnes, soit les autres réalités. *Ex parte subjecti*, le sacrilège peut être seulement "matériel", s'il est dû par exemple à l'ignorance ou à l'inadvertance. Le sacrilège est "formel", et il constitue un péché contre la vertu de religion, pour qui vise à accomplir une profanation (cf. S. Thomas 2-2. q 99, a3).

Nous allons mettre en œuvre cette triangulation, en vue d'examiner à ce nouveau point de vue la formule qu'impose d'ailleurs indûment Mgr Lefebvre aux prêtres de la "Fraternité saint Pie X" ; formule que nous transcrivons, bien qu'expressément nous la réprouvions : "...*Pro Ecclesia sancta tua catholica una cum Johanne Paulo Papa nostro*".

Nous disons que cette formule ne suffit pas à invalider la Messe : parce que la validité est immédiatement subordonnée à l'intention de l'Église, laquelle est objectivement contenue et clairement signifiée dans l'essentiel du rite traditionnel. Mais ladite formule, *de soi*, associe un sacrilège à la célébration en laquelle elle est intégrée. En voici trois raisons. Les deux premières mettent en évidence un sacrilège qui ressortit à la confection du sacrement. La troisième concerne la modalité de l'affirmation : "*Una cum Johanne Paulo Papa nostro*" ; c'est avec l'Autorité comme telle qu'il y a affrontement.

2. Nommer Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia", au cours du *Te igitur*, entraîne *de soi*, que la célébration est entachée de sacrilège, quant à la confection même du Sacrement.

"[quant aux sacrilèges qui concernent autre chose que les lieux et les personnes], les plus graves sont ceux qui concernent les sacrements... dont le principal est l'Eucharistie qui contient le Christ Lui-Même" (S. Thomas, op. cit).

Les deux raisons pour lesquelles se trouve, au moins objectivement, entachée de sacrilège une célébration au cours de laquelle Mgr Wojtyla est nommé "*una cum Ecclesia*", nous les avons ci-dessus indiquées (I), et ensuite rappelées (III, 2).

S. Thomas observe, nous l'avons vu (II, 3 a c), "qu'au cours du Canon, on ne prie pas pour ceux qui sont hors l'Église" (3, q 79, a 7, 2^m). Or, *de soi*, quiconque profère l'hérésie, comme le fait Mgr Wojtyla, se trouve par le fait même hors l'Église, quoi qu'il en soit d'ailleurs des sanctions canoniques qui manifestent cette situation. La mention de Mgr Wojtyla *una cum ecclesia* entraîne donc, *ex se* inéluctablement, deux conséquences. Chacune d'elles implique à son tour que la célébration est rendue *objectivement* sacrilège.

a. Premièrement, cette célébration se trouve intimée par une personne qui, au moins en tant que personnage officiel, est hypothéquée d'un schisme capital.

Les conséquences qu'implique une telle conjoncture sont très graves au point de vue moral ; et, au point de vue canonique, elles se présentent comme étant paradoxales. En vue d'exposer quelles sont ces conséquences, précisons la portée des prémisses.

aa. La portée de l'affirmation (a).

- Cette affirmation comporte deux parties : l'une concerne Mgr Wojtyla ; l'autre, les prêtres qui le nomment "una cum Ecclesia".

En ce qui concerne Mgr Wojtyla, nous ne sommes pas seul à avoir fait observer ce que nous répétons. Les déclarations faites par cet évêque reproduisent en les aggravant les propositions hérétiques contenues dans Vatican II ; elles ne suffisent cependant pas à prouver que Mgr Wojtyla soit *personnellement* hérétique, puisqu'on n'est pas assuré de la pertinacité. Par contre, ces déclarations établissent d'une manière certaine que Mgr Wojtyla refuse en fait de mettre en œuvre le pouvoir magistériel infaillible dont il est objectivement détenteur puisqu'il occupe le Siège apostolique, en vue de proclamer, et pour autant de conserver, le *Dépôt révélé*. Or, ainsi que nous l'avons expliqué dans le Cahier III de Cassiciacum, c'est ce refus qui constitue, pour le détenteur de l'Autorité suprême, la forme *propre* d'un schisme éventuel. Si donc il est conforme à la vertu de vérité

de ne pas affirmer que Mgr Wojtyla soit *personnellement* hérétique, il reste que Mgr Wojtyla manifeste, par ses affirmations *objectivement* hérétiques, qu'il est en état de schisme capital.

Nous disons d'autre part que nommer, au *Te igitur*, Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia", entraîne *ipso facto* que la célébration de la Messe est intimée par Mgr Wojtyla. Nous l'avons, ci-dessus (II, 3), exposé, nous ne revenons pas sur la preuve que nous en avons donnée.

Nous insistons cependant sur le fait que ce comportement a effectivement une portée dans la *réalité*. Les prêtres qui nomment Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia" prétendent ne pas faire allégeance à Mgr Wojtyla. Ils prennent leur velléité pour la réalité. Ils estiment que, dans l'exercice des fonctions sacrées, le prêtre peut avoir une intention différente de celle qu'expriment objectivement les paroles qu'il prononce et les gestes qu'il accomplit au nom de l'Église. Cette duplicité, calculée, est incompatible avec la sainteté de l'Église. *Vae duplici mente* (cf. Eccl. 2.14). Elle est d'ailleurs *vaine*. Il n'est pas au pouvoir du prêtre, qui est ministre de l'Église, de prétendre injecter dans les formules officielles de l'Église une signification qui soutient l'opposition de contradiction avec celle que ces formules ont objectivement et officiellement.

- La portée concrète de l'acte qui consiste à nommer Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia" consiste en la réalisation simultanée des deux données que nous venons de préciser.

Bien qu'ils prétendent ne pas le vouloir, l'évêque et les prêtres qui nomment Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia", proclament que la Messe dont ils assurent la célébration est intimée par un personnage qui occupe le Siège apostolique bien qu'il soit objectivement en état de schisme capital. Nous allons examiner quelles sont les conséquences d'une telle proclamation tant au point de vue de la morale qu'à celui du droit canon.

ab. Les conséquences de l'affirmation (a), au point de vue moral.

Nommer, au cours du *Te igitur*, Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia" implique *de soi* un sacrilège à l'égard du Christ.

Nous nous plaçons, dans ce paragraphe, au point de vue de la morale : "*bonum operantis*".

Nous nous référons cependant, pour plus de précision, à un texte du droit canon qui codifie une loi divine (1) : "Tous apostats [par rapport à la foi Catholique], tout hérétique ou tout schismatique encourent *ipso facto* (2) l'excommunication... L'absolution de cette excommunication est réservée au Siège apostolique..." (Canon 2314).

C'est le don de la foi, reçu au Baptême, qui intègre le baptisé dans l'Église. C'est donc en vertu même de la nature de l'Église, divinement instituée, que l'apostasie, l'hérésie, le schisme font être hors l'Église c'est-à-dire excommunié ! Cette excommunication n'a d'effet dans l'Église militante société visible qu'en vertu de la sentence déclaratoire fulminée par l'Autorité [supposée existante en acte, évidemment]. Mais, en l'occurrence, elle tient à la nature de l'Église telle que le Christ l'a instituée : en sorte que sous le regard de Dieu, elle est déjà consommée avant toute intervention de l'Autorité. La sanction énoncée dans le Canon 2314 [ou autres], et confirmée par sentence déclaratoire, ne crée pas la séparation en laquelle consiste objectivement l'excommunication ; elle la suit, et elle lui donne une portée concrète au sein de l'Église militante - collectif humain.

Nous nous référons donc, dans ce paragraphe, au Droit canon, en tant que celui-ci codifie, au nom de l'Église, des normes d'ordre doctrinal qui ont, *ex se*, valeur permanente puisqu'elles sont divinement fondées.

Ainsi en vertu du Canon 2313, Mgr Wojtyla tombe sous le coup d'une excommunication réservée au Siège apostolique. Par suite, ainsi que l'explique S. Thomas (Suppl. q 23, a 2), tombent, *de soi*, sous le coup de la même excommunication, tous les membres de l'Église qui communiquent "in sacris" avec Mgr Wojtyla. Tel est le cas, activement pour le prêtre qui célèbre, passivement ou activement selon la nature de leur participation, pour les fidèles qui assistent, au cours d'une Messe où Mgr Wojtyla est nommé "una cum Ecclesia". Il s'ensuit que Mgr Lefebvre, et les prêtres qui le suivent conformément à la Déclaration écrite dans "Fideliter" (N.13 p.70), et reproduite dans "Itinéraire (N 243), sont *objectivement* sous le coup d'une excommunication réservée au Siège apostolique.

Nous n'avons pas à estimer quelle est en chaque personne la qualification du péché commis ; elle dépend évidemment du degré où la conscience peut être faussée. La même observation vaut, "*positis ponendis*" pour les fidèles, dont la non-lucidité atténue en général la responsabilité, et accroît d'ailleurs celle des "pasteurs" qui devraient les éclairer. Aussi devons-nous préciser que, *de soi*, la participation "in sacris" avec un hérétique ou un schismatique est une *faute mortelle*. *De soi*, les prêtres qui nomment Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia" commettent une faute mortelle. Et pareillement les fidèles qui *tiennent expressément* à ce que cette mention soit faite. "De soi" signifie qu'il y a faute, si les conditions requises pour cela sont réalisées. Mais il est navrant d'observer que tel prêtre traditionnel s'étend sur la casuistique rassurante qui permet, soi-disant d'accomplir un délit sans commettre de péché. Mieux vaut, pour le bien de tous, éclairer les fidèles, afin qu'ils comprennent leur très grave responsabilité.

Il reste donc que nommer, au *Te igitur*, Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia", c'est en réalité et quoi qu'on en veuille, proclamer que le Sacrifice de l'Église serait intimé par un excommunié [au sens objectif qu'on vient de préciser], c'est-à-dire par une personne qui est hors l'Église.

Nous disons qu'une telle proclamation implique un sacrilège à l'égard du Christ. Car le Christ a commis le mémorial de son sacrifice sanglant, et le renouvellement de ce Sacrifice dans l'ordre sacramentel, à Son propre Vicaire, à Pierre sur qui Il a fondé Son Église (Matt XVI 18). C'est aller à l'encontre de l'intention du Christ que de prétendre attribuer ce rôle à une personne qui est hors l'Église ; et c'est, au moins objectivement, se moquer du Christ Lui-Même, que de proclamer une intention qui bafoue la Sienne, au cours d'une action soi disant sacrée, qui est censée L'accomplir.

- Proclamer que le Sacrifice de l'Église serait intimé par une personne qui est hors de l'Église, c'est commettre un sacrilège à l'égard de l'Église, celle-ci étant considérée en elle-même.

C'est en effet prétendre instaurer, pour et dans l'Église, une pseudo-unité. C'est, par suite, profaner l'unité *sainte* que l'Église tient de son Chef, unité qui est étrangère à l'ombre même de la duplicité.

C'est donc commettre un sacrilège, puisque c'est profaner, *dans l'Église*, une réalité dont la Source est, par nature, éminemment sacrée. Ce sacrilège concerne, d'une manière précise, l'unité de l'Église, en tant que cette unité est référée à Celui qui en est le Principe, ainsi que Lui-Même l'a affirmé (Jean 8.25).

(1) (2) Voir note in fine

- Proclamer que le Sacrifice de l'Église serait intimé par une personne qui est hors de l'Église, c'est commettre un sacrilège à l'égard de l'Église, celle-ci étant considérée en fonction de ses membres.

Et cela, de trois manières différentes, puisque l'Église, en tant que réalité immanente à ses membres, ne laisse pas de devoir être considérée comme étant, conformément à sa propre nature : épouse du Christ, maîtresse de Vérité, mère des fidèles. A chacun de ces trois points de vue, la proclamation en question entraîne qu'en fait un sacrilège est commis.

Nommer, au *Te igitur*, Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia", c'est en fait dissimuler aux fidèles insuffisamment instruits, une accoutumance qui, à son tour, rend de plus en plus difficile que ce même sacrilège ne soit plus commis. C'est donc contribuer, indirectement par la médiation des fidèles, mais efficacement, à ce que les prêtres, ministres de l'Église, parodient, dans une pseudo-unité, l'unité sainte que l'Église tient de son Chef ; ce qui constitue, au sein d'une assemblée d'Église, la forme maximale du sacrilège.

En second lieu, la même proclamation a pour effet de dissocier deux aspects, et par suite deux questions, qui sont, par nature, nécessairement connexes, savoir : d'une part, la Foi et les sacrements dont la pratique est censée être auto suffisante ; d'autre part, l'Autorité qu'on feint de respecter pour se dispenser d'en examiner l'authenticité. C'est tomber, en fait et quoi qu'on en veuille, dans l'erreur du protestantisme. C'est profaner l'économie de la Foi, en niant pratiquement le rôle que l'Église doit y jouer : ce qui constitue un sacrilège contre l'Église, en tant qu'elle est l'épouse de "Celui qui est la Vérité" (Jean 14.6), elle-même Maîtresse de Vérité.

Enfin, cette proclamation aberrante a pour conséquence de bercer les fidèles dans un anesthésiant quiétisme qui paralyse l'instinct de la Foi, et même en détruit le principe. "Tout est comme avant", leur persuade-t-on, puisque nous nommons notre "pape" au Canon. Demain, toujours demain, tout va s'arranger ; n'irritez pas l'"autorité", ce serait compromettre la promulgation des accords qui sont déjà signés. Et c'est ainsi que les Wojtyla et les Lefebvre recrutent, parmi les malheureux fidèles, bernés, sucés, dévoyés, les adeptes hystérisés d'un "conformisme de droite" que, lucides, ils eussent refusé. C'est consommer, dans les membres du Corps mystique qui ont un droit vital à la Vérité, le sacrilège commis à l'égard du Chef de l'Église elle-même.

ac. Les conséquences de l'affirmation (a) au point de vue canonique.

Nous examinerons quelles sont ces conséquences pour ceux qui, comme Mgr Lefebvre et ceux qui le suivent, tiennent que Mgr Wojtyla est véritablement, et en acte, le Vicaire de Jésus-Christ [Autrement dit, Mgr Wojtyla serait Pape formaliter].

- Nous avons vu, au paragraphe précédent (ab), que Mgr Wojtyla, et ceux qui le nomment, au *Te igitur*, "una cum Ecclesia", tombent sous le coup d'une excommunication réservée au Siège apostolique.

Cela étant, même si on tient compte d'une clause qui vaut pour le "temps de paix", à savoir qu'une sentence générale n'a d'effet canonique que si elle est déclarée par l'Autorité en tel cas particulier, il reste qu'il est contradictoire de supposer que Mgr Wojtyla soit l'Autorité. Il devrait en effet, dans ce cas, fulminer contre lui-même l'excommunication ; ce qui rendrait impossible qu'il fût l'Autorité. Considérer le Droit canon confirme donc notre conclusion. Bien qu'il occupe matériellement le Siège apostolique, Mgr Wojtyla n'est pas formellement l'Autorité. Mgr Lefebvre

croit découvrir, en cette conjoncture, une "situation inextricable" : "Qui nous dira où est le futur pape ? Comment pourra-t-il être désigné puisqu'il n'y a plus de cardinaux ? Cet esprit est un esprit schismatique..." (Fideliter N° 13, p.69).

Et si, étant donné la gravité de la situation ecclésiale, [l'indiscipline généralisée manifestant que l'Église militante est pratiquement acéphale], on admet que les déterminations du Droit canon ont une portée par elles-mêmes, sans que l'"Autorité" intervienne, on retrouve la même difficulté. Mgr Wojtyla étant en effet, dans cette perspective, d'ores et déjà excommunié, et ayant lui seul le droit de lever cette excommunication, comment pourra-t-il rentrer dans la communion de l'Église ? C'est exactement, quoique envisagée à un autre point de vue, la situation que Mgr Lefebvre juge à bon droit "inextricable". L'erreur est de rendre responsable de cette situation ceux qui l'analysent et non ceux qui la provoquent.

- Nous faisons donc observer que la qualification objective d'une situation ne provient pas de ceux qui la décrivent, en vue d'ailleurs d'y porter remède.

Or nous nous bornons à observer ce que n'importe qui peut et devrait observer, à savoir : que, premièrement, Mgr Wojtyla profère des hérésies ; que, deuxièmement, il est donc pour le moins objectivement schismatique ; que, troisièmement le Droit canon frappe d'excommunication tout schismatique *comme tel*. C'est ainsi.

Cela entraîne-t-il une "situation inextricable" ? *Du tout*. Il ne tient qu'à Mgr Wojtyla. Qu'il désavoue l'hérésie. Alors, il cessera de se trouver excommunié, que ce soit virtuellement ou effectivement ; et il n'aura plus à être relevé de l'excommunication. La situation n'est donc pas rendue "inextricable" par l'analyse *objective* que nous en faisons. L'"inextricable" vient de l'"absurde". Et il est absurde de prétendre, comme le fait Mgr Lefebvre et ceux qui le suivent [ou le précédent], qu'il puisse y avoir, dans l'Église de "Celui qui est la Vérité", un Pape vraiment Pape qui profère l'hérésie.

Ceux qui, comme Mgr Lefebvre et ses partisans, accreditent et même imposent cette absurdité, ne doivent pas être surpris de s'en trouver, en droit, excommuniés ; ils sont en droit hors l'Église ceux qui y bafouent la cohérence sans laquelle il ne peut y avoir ni sainteté ni unité. Ceux qui, quoi qu'ils en veuillent, ruinent le principe de l'unité, ceux-là ne peuvent pas, quoiqu'ils le désirent, se trouver au sein de l'unité. L'"esprit schismatique" que détecte Mgr Lefebvre, c'est celui de Mgr Lefebvre : *Medice cura teipsum* (Luc 4.23)

b. Deuxièmement, la mention de Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia" entraîne que se trouve violée la norme pratique concernant l'unité du Sacrifice de l'Église (1.3). Car quiconque, dans l'Église, affirme que l'"Ecclesia" est "una cum antistite Wojtyla", se veut et s'affirme par le fait même "una cum antistite Wojtyla". Dès lors il devrait, conformément à la norme pratique de l'unité, célébrer la "messe" que célèbre Mgr Wojtyla. Quiconque célèbre sciemment et résolument la Messe, cette Messe que, précisément ne célèbre pas Mgr Wojtyla, celui-là doit désavouer et donc ne pas affirmer qu'il soit "una cum antistite Wojtyla". Et, s'il l'affirme, il rend la Messe *radicalement sacrilège*, parce qu'il introduit une dualité au cœur même de ce qui est, par essence, le principe de l'unité ; il profane l'Eucharistie en tant que celle-ci est le Sacrement dont le fruit propre est l'unité [*"Unitas corporis mystici est fructus corporis veri percepti"*] (3^a pars, q 82, a9, 2^m ; cf. q80, a4)].

On retrouve, comme il se doit, dans l'ordre sacramentel au point de vue de la praxis, ce qu'on a déjà observé (ab) dans l'ordre théologique au point de vue métaphysique.

L'unité du Corps mystique, en tant qu'elle procède du chef, est profanée, si on tente de lui substituer fût-ce par proclamation faite en l'acte même du Sacrifice, une pseudo-unité ; laquelle est censée dériver d'un principe prochain qui est en état de schisme, et qui est par conséquent antinomique par rapport au Principe véritable au lieu de lui être co-ordonné.

De même, l'unité du Corps mystique, en tant qu'elle est sacramentellement sustentée, confirmée, corroborée, se trouve profanée, si on affirme, fût-ce par une proclamation faite en l'acte même du Sacrifice, que le co-principe de cette unité serait réalisé en la personne d'un schismatique, autrement qu'il doit l'être en réalité.

Ce qui est source doit posséder, éminemment et primordialement, toute qualité qui est inhérente à ce qui découle en propre de cette source. On attende à l'unité du Corps mystique si on altère quoi que ce soit dans les réalités qui, uniment au Christ Lui-Même, sont en droit au principe de cette unité.

c. Telles sont donc les deux conséquences qu'entraîne inéluctablement le fait de nommer Mgr Wojtyla "una cum Ecclesia" au cours du *Te igitur*.

Dans l'Eglise "en ordre", la proclamation du mandat "*ab Ecclesia*", requise pour toute célébration de la Messe, est réalisée simultanément en paroles et en acte, par référence au chef visible de l'Eglise militante. C'est toute l'Eglise, *una cum Papa nostro et Antistite nostro*, qui affirme, en la personne du Pape : "Ce qui procède de moi, c'est cela qui est *ab Ecclesia*". Et tout prêtre, ministre de l'Eglise, a en acte et hiérarchiquement, le mandat de l'Eglise, parce qu'il célèbre la Messe même que célèbre le chef de l'Eglise.

Dans l'Eglise "occupée", la pseudo-proclamation du mandat "*ab Ecclesia*" par référence à l'occupant du Siège apostolique, au cours d'une Messe que cet occupant entend ne pas célébrer : d'une part, revient à professer qu'une personne affectée d'un schisme capital puisse intimer le Sacrifice de l'Eglise, et c'est un sacrilège à l'égard de l'unité de l'Eglise, en tant que celle-ci est le Corps mystique du Christ, et tient de son Chef une unité "sans ride" (Eph 5.27) ; d'autre part, viole en acte la norme fondamentale de l'ordre sacramentel, à savoir que la Foi professée par l'Autorité s'exprime dans les rites promulgués par l'Autorité, et c'est un sacrilège à l'égard de l'unité de l'Eglise, en tant que celle-ci est un collectif humain, institué par le Christ comme étant une société visible.

A l'un et à l'autre point de vue, doublement par conséquent, la célébration d'une telle Messe est affectée de sacrilège, en la confection même du sacrement.

Rappelons en terminant ce paragraphe, que nous venons de considérer le sacrilège en tant que celui-ci constitue un délit objectif concernant la confection même du sacrement ; quoi qu'il en soit des dispositions subjectives en fonction desquelles ce délit a ou n'a pas raison de péché.

Nous ne visons pas, par ce rappel, à "excuser", mais à attirer l'attention sur le devoir d'éclairer. La portée réelle du sacrement comme tel est, au point de vue institutionnel, fondée sur l'unité du signe sacramentel. L'unité de ce signe requiert expressément que le ministre profère mentalement ce qu'il signifie extérieurement. Cela exclut, *de par la nature même du sacrement*, que le prêtre puisse, en exerçant le même acte à la fois mental et physique : d'une part, affirmer en paroles que Mgr Wojtyla est un avec l'Eglise ;

d'autre part se séparer de Mgr Wojtyla pour offrir le Sacrifice de l'Eglise. Les prêtres, l'Evêque qui se livrent à ce "jeu", en fait, ne croient pas réellement au réalisme de l'ordre sacramentel. A moins que leur jugement, et par suite leur conscience, soient faussés, il refusent donc pratiquement un dogme de Foi, et se trouvent par conséquent hors l'Eglise. Ils s'en trouvent, il est vrai fût-ce à leur corps défendant, "un" avec Mgr Wojtyla... conformément à ce qu'ils disent.

3. Jnommer Mgr Wojtyla *una cum Ecclesia* au cours du *Te igitur*, entraîne de soi que la célébration est entachée de sacrilège à l'égard de l'"Autorité".

Tel est, au moins *objectivement*, le cas de Mgr Lefebvre et des prêtres qui le suivent. Nous disons "objectivement", car il faut respecter le secret d'une intention dont Dieu Seul est juge. Il se peut que l'intention soit bonne, la conscience étant faussée. Nous considérons donc, pour l'acte posé, non la qualification morale "*ex parte subjecti*", mais le caractère délictueux "*ex parte objecti*".

Cela étant précisé, voici ce que l'observation contraint d'affirmer.

Imposer d'"autorité" à un prêtre, en l'acte même où il opère "*in persona Christi*", un comportement qui concerne formellement le rapport que ce prêtre soutient avec l'Eglise, bien que de très graves raisons s'opposent à ce comportement, faire cela relève expressément et *exclusivement*, dans l'Eglise, de la seule et suprême Autorité de l'Eglise. En imposant ce comportement, Mgr Lefebvre fait donc comme s'il était la suprême Autorité. En se conformant à l'injonction reçue, les exécutants font comme s'ils reconnaissaient, en Mgr Lefebvre, la suprême Autorité.

Tous se récrieront "ce n'est pas ce que nous entendons faire !" Pardon, c'est ce que vous faites. Ce qui compte, ce sont les œuvres sur lesquelles nous serons jugés (Rom. 2, 2), et non les intentions dont l'enfer est pavé.

L'intention d'imposer ce comportement, et par suite celle de s'y conformer, est, en l'occurrence, rendue encore plus manifeste par le fait que Mgr Lefebvre va jusqu'à discerner un "esprit schismatique" (Fideliter, N° 13, p 69) en ceux qui lui refuseraient obédience. Ainsi, Mgr Lefebvre impose, sous peine de tomber dans le schisme, d'être "*una cum Johanne Paulo*" ; alors que Mgr Wojtyla, au moins en tant que personnage officiel, profère l'hérésie. Il faut, pour imposer chose pareille, avoir, ou faire comme si on avait, une autorité supérieure à celle de Mgr Wojtyla. Comprenne qui pourra ! Ou bien Mgr Lefebvre est plus pape que le pape ; ou bien Mgr Wojtyla n'est pas du tout pape, puisque Mgr Lefebvre ne l'est pas.

Quoi qu'il en soit, il reste que la "pseudo-conclusion" de Mgr Lefebvre, en tant qu'elle est brandie en un ultimatum qui est soit imposé soit accepté dans l'ordre pratique, implique en fait *objectivement* quoiqu'il en soit de l'intention dont Dieu Seul est Juge, d'usurper la suprême Autorité. Telle est la troisième forme de sacrilège auquel donne lieu *objectivement* la célébration de la Messe, si on accepte qu'y soit imposée d'"autorité" la mention de Mgr Wojtyla *una cum Ecclesia sancta tua catholica*.

En la fête de la Pentecôte, 25/05/1980.

+ M.L. Guérard des Lauriers o.p.

1) Le Droit canon est le Droit de l'Église fondée par Jésus-Christ. Il s'ensuit : que, premièrement, il fait état des normes divines instituées par Jésus ; que, deuxièmement, il donne à ces normes une forme qui soit appropriée à leur application ; que, troisièmement, en matière contingente, ou eu égard aux circonstances, il précise les normes divines en leur adjoignant d'autres normes en fait indispensables dans la pratique. Ces normes adjointes sont donc d'origine ecclésiastique, c'est-à-dire humaines par nature, bien qu'évidemment ordonnées aux normes divines et informées par elles. Toutes les lois de l'Église sont ecclésiastiques, en ce sens qu'elles sont formulées et promulguées par l'Église. Elles diffèrent entre elles par la nature. Les normes adjointes peuvent être appelées "purement ecclésiastiques", en ce sens qu'elles s'ajoutent aux normes divines, et n'y sont pas contenues implicitement. Elles n'ont valeur exécutoire [le "législatif" et l'"exécutif", en droit ecclésial, ne sont pas séparés] que de par l'Autorité suprême s'exerçant en acte dans l'Église militante]. Tandis que les normes divines reprises par le Droit canon, si elles sont, de ce chef, "ecclésiastiques", ne le sont pas "substantiellement". Elles ont valeur ex se : tellement que l'Autorité elle-même doit leur être soumise, doit les garder inaltérées et les déclarer infailliblement.

Certains canons énoncent simplement une norme divine [ainsi, dans le Canon 2314, la sanction découle nécessairement de la nature du délit, compte tenu de la constitution divine de l'Église] ; d'autres Canons [Par exemple ceux qui concernent les "bénéfices"] énoncent simplement des lois purement ecclésiastiques. Enfin il y a des Canons qui associent entre eux les deux types de lois : divines d'une part, purement ecclésiastiques d'autre part. Le préciser peut-être fort important, eu égard à l'état de privation dans lequel l'Église militante se trouve actuellement. Cela importe, parce que les lois purement ecclésiastiques sont par nature humaines ; en sorte que leur observation est en droit subordonnée à la vertu d'"épikie" : laquelle consiste à devoir ne pas tenir compte de la lettre de la loi, lorsque celle-ci, "per accidens", va manifestement à l'encontre de l'intention du législateur. Tandis que l'observation de la loi divine est inconditionnelle, non soumise à la vertu d'"épikie", attendu que le Législateur divin ne peut ignorer les circonstances contingentes qui échappent inéluctablement au législateur humain.

2) Par ipso facto, on entend que l'excommunication se trouve infligée par la perpétration même du délit, sans que soit requis un jugement de l'Église. Il faut cependant une

Le Canon 953 constitue un exemple d'actualité, concernant ce troisième type "mixte" : c'est-à-dire associant le "divin" et le "purement ecclésiastique". Voici ce Canon : "La Consécration épiscopale est réservée au Souverain Pontife, en sorte qu'il n'est permis à aucun Evêque de conférer la Consécration épiscopale sans être préalablement assuré du mandat délivré par le Souverain Pontife". Pie XII a assorti ce Canon de la pénalité maximale : les contrevenants encourrent ipso facto l'excommunication latae sententiae, dont l'absolution est réservée au Pape. Or ce Canon coordonne entre elles deux données bien différentes.

La première n'est rien moins que la constitution divine de l'Église telle que la décrit le Canon 108. 3^e : "D'institution divine, la hiérarchie sacrée [de l'Église] comporte, eu égard à la juridiction : le pontificat suprême et l'épiscopat subordonné". Hérétique, et donc ipso facto excommunié, quiconque nierait qu'il y a EN DROIT dans l'Église un Pontife suprême et des Evêques qui lui sont subordonnés [et qui n'ont de juridiction ordinaire que par le Pontife suprême]. Voilà la norme divine, qui a valeur ex se, indépendamment du Droit Canon et de l'Autorité qui doit la déclarer divinement révélée, la respecter, la promulguer.

La seconde donnée incluse dans le Canon 953 concerne la MANIÈRE DE RÉALISER cette subordination de l'Episcopat au Souverain Pontife. Cette MANIÈRE, c'est actuellement le "mandat romain" ; mais elle a beaucoup varié au cours du temps [Voir, sur ce point : Gaston CANTINEAU. Du mode de nomination des Evêques de France, de l'époque mérovingienne à nos jours. Rouen, Leprêtre, 1903 (en consultation à l'Association Sainte Véronique). Abbé ROYER. Lettre au Pape sur les Evêques nommés par les Fracs-Maçons, 1896]. Le "mandat romain" est donc une loi purement ecclésiastique, bien qu'il soit actuellement la forme que doit prendre l'application d'une norme divine immuable. D'où : se conformer à la constitution divine de l'Église est inconditionnel, est absolu comme l'est la très sainte Foi ; se soumettre à la prescription du mandat romain, est subordonné à la vertu d'"épikie" : il faut évidemment ne pas observer actuellement la lettre de cette loi, laquelle entraînerait inéluctablement à bref délai qu'il n'y aurait plus sur terre aucun Evêque catholique... ce n'est pas du tout ce qu'a voulu Pie XII !

"sentence déclaratoire" de l'Autorité pour que la peine infligée soit effectivement appliquée.

SOUS LA BANNIÈRE

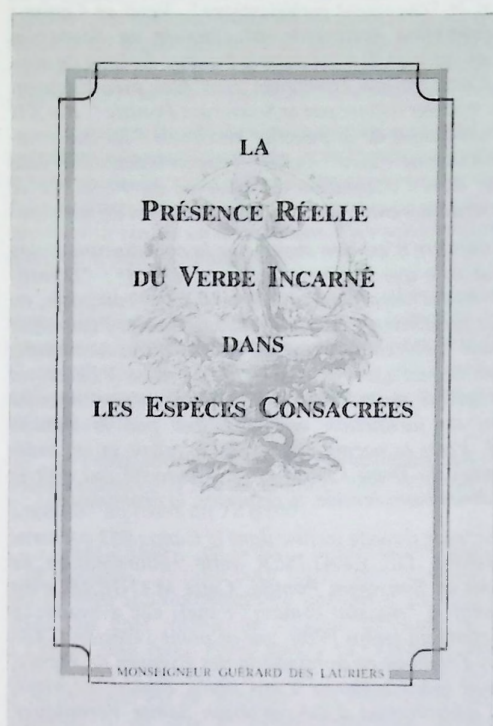
Bimestriel

Commission paritaire n° 67.394

Directeur : A-M Bonnet de Viller - 18260 VILLEGON

Abonnement : 100 F par an - de soutien 200 F - étranger 120 F

Chèques bancaires à l'ordre de A-M Bonnet de Viller ou C.C.P. 30.173-05 V La Source



NOUVELLE PARUTION

aux

Editions Sainte Jeanne d'Arc

LA PRÉSENCE RÉELLE

DU VERBE INCARNÉ

DANS LES ESPÈCES CONSACRÉES

(un volume broché de 160 pages, format 20,5 x 14)

Monseigneur Guérard des Lauriers o.p.

Voici un ouvrage de théologie qui, par son sujet, est au cœur des controverses actuelles et de la crise terrible que traverse l'Église. C'est la très sainte messe que les forces hérésiarques ont tenté principalement de détruire, et les plus terribles prophéties nous annoncent que l'antéchrist parviendra, pendant un temps, à la supprimer. C'est autour du Saint Sacrifice que s'est aussi cristallisé le combat des catholiques fidèles à la tradition. Il est donc important d'approfondir nos connaissances sur la théologie de la Messe, même si l'approche d'une science aussi haute nous impose des efforts que n'exigent pas les lectures plus courantes.

Il peut être utile de rappeler que l'auteur de cet ouvrage, Monseigneur M.L. Guérard des Lauriers (o.p.), est l'un des principaux thomistes de notre siècle. De l'ordre des prêcheurs, il mène le combat contre le modernisme, et spécialement contre ses confrères dévoyés, depuis le règne de Pie XII. Le Père Guérard des Lauriers fut l'un des principaux promoteurs du dogme de l'Assomption, proclamé en Novembre 1950 par Pie XII, tant par les nombreux articles qu'il éditait à l'époque, que par sa participation, à la demande du Pape, à l'élaboration des textes. Rappelons aussi que ce théologien, après avoir assisté au Concile Vatican II, où il fit d'importantes interventions, fut le rédacteur du célèbre « Bref examen critique du nouvel "Ordo Missæ" », qui fut présenté à Paul VI par les cardinaux Ottaviani et Bacchi. Cet ouvrage a été réédité par les Éditions Sainte Jeanne d'Arc avec une notice historique du plus haut intérêt.

Monseigneur Guérard des Lauriers a reçu la consécration épiscopale des mains de Monseigneur Ngo Dinh Thuc, ancien archevêque de Hué, en 1983.

En raison de sa nature, qui exclut pratiquement le "grand public", ce livre est édité à tirage limité.

(Prix et modalités d'achat, voir Bon de Commande des Editions Sainte Jeanne d'Arc)